

SITUATION DES DROITS DE LA PERSONNE AU VIETNAM 2020 - 2021



« Ne laissez pas ma mort être en vain »

“Hãy tận dụng sự ra đi của tôi”

~ Trần Huỳnh Duy Thức



BUREAU DE L'HONORABLE
SÉNATEUR THANH HAI NGO

L'image de la page couverture provient d'une photo prise lors d'une visite en prison. La photo est fournie par la famille de M. Thuc et elle fut tirée du site Web suivant. « Radio Free Asia. (2019). Jailed Vietnamese Activist Wins Short Stays Outside His Cell Following Hunger Strike. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante: <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/strike-07082019154050.html>

Les circonstances exceptionnelles et sans précédent découlant de la pandémie de COVID-19 cette année n'ont malheureusement fait qu'aggraver la répression tyrannique du Parti communiste du Vietnam et les violations des droits les plus fondamentaux perpétrées par ce dernier, telles que la liberté d'expression et la liberté de religion ou de conscience.

En tant que sénateur Canadien d'origine vietnamienne et défenseur des droits de la personne, je m'efforce d'apporter mon aide à cet égard et de faire la lumière sur les difficultés auxquelles les Canadiens d'origine vietnamienne sont confrontés ainsi que sur les obstacles insurmontables qu'ils ont vaincus. En 2015, la Loi sur la Journée du Parcours vers la liberté a établi le 30 avril de chaque année comme la journée qui commémore l'incroyable sacrifice et le périlleux voyage que des centaines de milliers de « réfugiés de la mer » vietnamiens ont entrepris pour fuir la persécution du Parti communiste¹. Dans un geste historique d'humanité, le Canada a gracieusement et généreusement accueilli ces réfugiés à bras ouverts, ce qui lui a valu la très convoitée distinction Nansen du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR²). Ce geste humanitaire est perçu comme un moment exemplaire d'humanitarisme dans l'histoire du Canada. C'est la première, et la seule fois que cette médaille prestigieuse ait été décernée à un peuple³.

Chaque été, mon bureau accueille des stagiaires des communautés vietnamiennes de partout au Canada afin de publier ce rapport annuel sur la situation des droits de la personne au Vietnam. Ce stage sert à encourager nos jeunes à examiner les histoires sur leurs origines, à participer activement à la vie politique et à promouvoir la sensibilisation face aux questions des droits de la personne au Vietnam et dans le monde. Cette année, toutefois, en raison de la pandémie de COVID-19, nous n'avons malheureusement pas pu poursuivre le programme de stages. Le rapport de cette année a donc été compilé par mon bureau avec l'aide de membres de l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV) ainsi que les dirigeants du «*Interfaith Council of Vietnam*». Ces chefs spirituels ont non seulement vécu l'oppression du régime communiste, mais ont également été les témoins directs de nombreuses atrocités. Je tiens à remercier ces deux organisations pour leur dévouement et leur travail acharné ainsi que de nous avoir fourni les recherches, les renseignements actualisés ainsi que les photos de cas particuliers de prisonniers d'opinion qui ont servi à la publication du présent rapport. Je suis fier de présenter l'édition 2020-2021 du *Rapport sur la situation des droits de la personne au Vietnam*.

J'espère sincèrement que le rapport vous inspirera, vous et de nombreux autres Canadiens, à défendre les droits de la personne, tant dans notre pays qu'à l'échelle planétaire. Tous les êtres humains méritent de vivre dans la liberté et la dignité. Continuons tous à unir nos efforts à l'atteinte de ce noble objectif.

Message du sénateur Ngo



A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Thanh Hai Ngo', written over a horizontal blue line.

L'Honorable sénateur
Thanh Hai Ngo



Message de l'équipe de l'Alliance pour la démocratie au Vietnam

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Article 1, Déclaration universelle des droits de l'homme

Nous fûmes très enthousiastes et honorés de faire partie de l'équipe qui a contribué à l'édition 2020-2021 du *Rapport sur la situation des droits de la personne au Vietnam*. Après quelques mois de travail acharné et de dévouement, en collaboration avec le personnel du bureau de l'Honorable sénateur Thanh Hai Ngo, nous sommes ravis d'annoncer officiellement le lancement du rapport.

Nous espérons que ce rapport aidera à renforcer notre sensibilisation aux questions des droits de la personne au Vietnam. Le gouvernement vietnamien a fait très peu pour améliorer la situation en 2020. Il continue de se livrer à des exécutions illégales et arbitraires, à des arrestations et à des détentions abusives, à la torture et à la disparition forcée de ses citoyens, en plus de restreindre les droits civils et politiques fondamentaux, incluant : les problèmes importants touchant l'indépendance du système judiciaire, les restrictions à la liberté d'expression, de presse, et d'Internet, la censure, le blocage de sites et les lois sur la diffamation criminelle.

La situation des droits de la personne au Vietnam requiert l'attention de la communauté internationale. Nous appelons tous les parlementaires, les ONG et les citoyens du monde entier à faire pression sur le régime et à apporter leur soutien au peuple vietnamien afin qu'il puisse se protéger contre toute forme de harcèlement ou de discrimination en ce qui a trait à l'égalité des droits et les droits fondamentaux tels que la liberté de conscience et de religion, la liberté de pensée, de conviction, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

«Interfaith Council of Vietnam»

Le « *Interfaith Council of Vietnam* » est composé de représentants et prêtres de haut rang des cinq principales confessions religieuses du Vietnam, à savoir le caodaïsme, le catholicisme, le bouddhisme Hoa Hao, l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam ainsi que l'Église protestante⁴. Cet organe indépendant, composé de 27 membres⁵, continue de prôner, sans relâche, la liberté de religion et la défense des droits de la personne en général, au Vietnam.

Leur rapport détaillé au Département d'État des États-Unis en 2020⁶ décrit certains des cas les plus récents de persécution perpétrés par le régime communiste à l'égard de croyants pacifiques qui ne font qu'exercer leur droit inaliénable de pratiquer leur religion ou de respecter leurs croyances.

Ce rapport a servi de référence essentielle à la section sur la « Liberté de religion » du présent rapport. Nous saluons les membres du Conseil pour leur travail indispensable, eux qui se font les porte-paroles de tous ceux qui ne peuvent être entendus. Nous les félicitons également pour leur contribution au présent rapport sur les droits de la personne.



Coprésidents



Vénérable Thich
Khong Tanh



Révérend Nguyen
Van Ly



Maître suprême
Hua Phi



M. Le Van Soc



Pasteur Nguyen
Hoang Hoa



MEMBRES DU «INTERFAITH COUNCIL OF VIETNAM»

CAO DAI

- Chánh Trị Sự Hứa Phi
- Chánh Trị Sự Nguyễn Kim Lân.
- Chánh Trị Sự Nguyễn Bạch Phụng.
- Chánh Trị Sự Nguyễn Đình Cúc.
- Chánh Trị Sự Lê Thị Nho.
- Thông Sự Đoàn Công Danh.
- Thông Sự Đặng Văn Đáo.
- Thông Sự Nguyễn Ngọc Lưu.

BOUDDHISTE

- Hòa Thượng Thích Không Tánh.
- Thượng Tọa Thích Từ Giáo.
- Thượng Tọa Thích Đồng Minh.
- Thượng Tọa Thích Vĩnh Phước.
- Thượng Tọa Thích Đức Minh

ÉGLISE CATHOLIQUE

- Linh Mục Ta-đê-Ô Nguyễn Văn Lý.
- Linh Mục Giu-se Đình Hữu Thoại.
- Linh Mục Phao-lô Lê Xuân Lộc.
- Linh Mục Giu-se Nguyễn Công Bình

ÉGLISE HOA HAO

- Ông Nguyễn Văn Điền.
- Ông Lê Quang Hiển.
- Ông Lê Văn Sóc.
- Ông Phan Tấn Hòa.
- Ông Bùi Văn Luốt
- Ông Hà Văn Duy Hổ.
- Ông Trần Văn Quang.

ÉGLISE PROTESTANTE

- Mục Sư Nguyễn Hoàng Hoa.
- Mục Sư Nguyễn Mạnh Hùng.
- Mục Sư Đoàn Văn Diên.



Membres du Conseil⁷

Par James W. Carr, commissaire de la USCIRF, et Glenn Grothman, représentant au Congrès



« Au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis que nos deux gouvernements ont normalisé leurs relations diplomatiques, les États-Unis et le Vietnam ont établi des liens étroits en matière de défense et d'économie. Toutefois, les violations de la liberté de religion et des droits de la personne qui se poursuivent empêchent l'existence d'une relation encore plus étroite. Nous attendons avec impatience le jour où chaque personne au Vietnam pourra pratiquer sa foi sans crainte de harcèlement ou de représailles.⁸ »

Message du personnel

Nous sommes heureuses de présenter l'édition 2020-2021 du *Rapport sur la situation des droits de la personne au Vietnam*. Cette année, les circonstances sans précédent de la pandémie de COVID-19 ont fait en sorte que nous n'avons pas pu accueillir de stagiaires pour travailler sur ce projet.

Notre équipe tient à remercier sincèrement les dévoués membres de l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV) ainsi que les dirigeants du «*Interfaith Council of Vietnam*», dont la collaboration a rendu possible la publication du présent rapport.

Étant donné l'importance de ce rapport, nous avons fait de notre mieux pour qu'il soit compilé et publié à nouveau cette année, et ce, malgré les difficultés éprouvées pour concilier nos responsabilités administratives et notre travail législatif. Nous avons donc pu mener à bien cette tâche colossale dans un délai relativement court.

Nous espérons que nos humbles et sincères efforts de compilation pour le rapport de cette année permettront de contribuer à une plus grande prise de conscience quant à l'étendue des terribles violations des droits de la personne qui persistent au Vietnam.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU SÉNATEUR NGO	3
MESSAGE DE L'ÉQUIPE DE L'ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE AU VIETNAM	4
MESSAGE DU « INTERFAITH COUNCIL OF VIETNAM »	5
MESSAGE DU PERSONNEL	8
INTRODUCTION	10
ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX PRINCIPAUX	11
LIBERTÉ D'EXPRESSION	22
MANIFESTATION CONTRE LE BAIL DE 99 ANS ET CONFLIT EN MER DE CHINE MÉRIDIONALE	29
LIBERTÉ DE RELIGION	35
PRISONNIERS D'OPINION	44
LE CAS DE TRAN HUYNH DUY THUC	48
QUELQUES CAS DE VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	52
CODE PÉNAL ET DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME	64
CONCLUSION	72
NOTES EN FIN DE TEXTE	73

Introduction

Les droits de la personne, droits fondamentaux et inaliénables pour chaque être humain, continuent d'être gravement violés au Vietnam par le gouvernement socialiste. Malgré cette répression sévère, de nombreux citoyens vietnamiens continuent de défendre pacifiquement ces droits fondamentaux qui sont intimement liés à l'établissement d'une société fondée sur la liberté et la justice.

Bien que la qualité de vie et la prospérité économique se soient améliorées ces dernières années, la situation des droits de la personne au Vietnam ne cesse de se détériorer, année après année.

Le présent rapport présente d'abord les différents traités commerciaux internationaux et les dialogues bilatéraux sur les droits de la personne auxquels la République socialiste du Vietnam a participé, dans le but de souligner que les violations des droits de la personne demeurent très préoccupantes malgré l'amélioration des conditions économiques et les engagements internationaux ou bilatéraux que le gouvernement du Vietnam a pris pour les respecter.

Il examine ensuite certains droits fondamentaux et libertés qui sont violés, à savoir la liberté d'expression, la liberté de réunion (c'est-à-dire la manifestation 99 et le différend sur la mer de Chine méridionale), sans oublier la liberté de religion et de conscience.

Il détaille aussi certains cas qui illustrent et mettent en lumière la cruauté absolue et l'oppression du Parti communiste et son mépris flagrant de la dignité humaine fondamentale.



ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX PRINCIPAUX





Cérémonie de signature de l'ALÉ et l'API entre l'Union européenne et la République socialiste du Vietnam/Photo courtoisie de UE, 2019¹¹

Évènements internationaux principaux

Au cours de la dernière année, nous avons été témoins des appels constants de la communauté internationale et des groupes de défense des droits de la personne pour que le Vietnam améliore son bilan en matière de droits humains, particulièrement dans le contexte des accords de commerce multilatéraux. Outre l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), ratifié par certains pays en 2018-2019, la République socialiste du Vietnam a également signé d'importants accords commerciaux en 2019-2020 avec l'Union européenne (accord de libre-échange UE-Vietnam et accord de protection des investissements), un accord commercial « pan-Asie », le partenariat économique global régional (RCEP⁹) ainsi qu'un accord de continuité commerciale avec le Royaume-Uni¹⁰. En plus d'examiner l'efficacité de ces accords pour assurer le respect des différentes garanties de droits de la part du Vietnam, le chapitre qui suit traite également des dialogues survenus respectivement avec l'UE et avec les États-Unis sur les droits de la personne.

Libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam

Les négociations entre l'Union européenne et le Vietnam en vue d'un accord de libre-échange (ALE) UE-Vietnam ont été menées de 2012 à 2015¹². En août 2018, afin d'accélérer le processus de ratification, l'UE et le Vietnam ont convenu de scinder l'accord en deux: un ALE et un accord de protection des investissements (API).¹³ En juin 2019, les deux accords ont été signés par les deux parties à Hanoi¹⁴.

En septembre 2018, certains membres du Parlement européen (MPE) ont adressé une lettre réclamant des améliorations concrètes et importantes concernant les droits de la personne au Vietnam avant que le Parlement ne se prononce sur ces accords¹⁵. En réponse à ces demandes exprimées par ses parlementaires, la position officielle de l'UE est restée ferme, à savoir que « l'on peut faire beaucoup plus avec la ratification de l'ALE/API entre l'UE et le Vietnam que sans celles-ci¹⁶ ». Tout au long des négociations, non seulement les parlementaires européens ont envoyé une deuxième lettre¹⁷ quelques jours avant la signature des accords, mais la Commission des affaires étrangères du Parlement européen¹⁸ ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) internationales de défense de droits de la personne¹⁹ ont exprimé leurs préoccupations quant au bilan déplorable et de longue date du Vietnam en matière de violations des droits de la personne. En conséquence, ils ont invité l'UE à soumettre tout accord commercial potentiel avec le Vietnam à la condition que le pays apporte des améliorations à son bilan en matière de droits de la personne. Les ONG ont prévenu que l'UE perdrait son levier pour obtenir des engagements concrets de la part du Vietnam afin d'améliorer la situation des droits de la personne dès la ratification de l'accord²⁰. En février 2020, 28 ONG ont une nouvelle fois exhorté le Parlement européen à retarder l'approbation des accords jusqu'à ce que des progrès significatifs soient réalisés dans les domaines du droit du travail et de la situation des droits de la personne au Vietnam²¹.

Malheureusement, le Vietnam a passé outre à ces demandes et a poursuivi ses violations des droits de la personne et sa répression face aux dissidents. Le Vietnam a également rejeté²² les recommandations formulées par le Parlement européen dans sa résolution datant de novembre 2018²³ ainsi que celles détaillées dans l'Examen périodique universel (EPU) de mars 2019²⁴ visant à modifier ou à abroger la législation pénale qui pose un problème et les lois répressives telles que son Code criminel (qui contrevient aux engagements internationaux du Vietnam en matière de droits de la personne). Néanmoins, les deux accords ont été signés par l'UE et le Vietnam à Hanoi le 30 juin 2019. L'ALE est entré en vigueur le 1er août 2020²⁵.

Les droits dans le domaine du travail sont abordés dans la section « Commerce et développement durable » de l'ALE, au chapitre 13²⁶. Les protections des droits de la personne sont intégrées au préambule de l'ALE, lequel fait référence à la Charte des Nations Unies et à la *Déclaration universelle des droits de l'homme*²⁷. L'ALE fait également référence à l'accord de partenariat et de coopération de 2012 conclu entre les partenaires commerciaux, qui prévoit la possibilité d'une suspension partielle ou totale de l'ALE ou de l'API, ou des deux, en cas de non-respect des engagements en matière de droits de la personne²⁸. L'efficacité de ces clauses relatives aux droits de la personne pour régler de manière significative les violations dans ce domaine reste toutefois un sujet de débat étant donné qu'à ce jour, l'UE n'a jamais invoqué ce mécanisme pour faire respecter les droits de la personne dans les accords de libre-échange bilatéraux²⁹.

Le 21 janvier, le Parlement européen a adopté une résolution³⁰ dans laquelle il affirmait l'importance du « respect des droits de la personne » comme élément essentiel de relations bilatérales efficaces, surtout en ce qui a trait à l'Accord de libre-échange UE-Vietnam qui a récemment été ratifié. Dans une déclaration, il condamne la détérioration du bilan du Vietnam en matière des droits de la personne, et exige la libération immédiate et sans condition des trois journalistes et défenseurs des droits humains, Pham Chi Dung, Nguyen Tuong Thuy et Le Huu Minh Tuan, ainsi que de tous les prisonniers d'opinion³¹. Certains législateurs de l'Union européenne ont même demandé le rétablissement des tarifs douaniers entre l'UE et le Vietnam³².

Dialogue sur les droits de la personne entre l'UE et le Vietnam 2020

«Le dialogue annuel sur les droits de la personne permet une discussion approfondie sur toutes les questions relatives aux droits de la personne»³³; le 10e dialogue entre l'Union européenne et le Vietnam sur les droits de la personne s'est tenu le 19 février 2020 à Hanoi.³⁴

Des militants vietnamiens, tels que le journaliste indépendant Pham Chi Dung, ont exprimé leur opposition à l'accord, exhortant le Parlement européen à ne pas ratifier l'ALE UE-Vietnam et l'API.³⁵ Dans un message vidéo fait avant son arrestation, ce dernier a fait valoir qu'avec cet accord commercial, l'UE se fait complice du bilan scandaleux du Vietnam en matière de droits de la personne (indépendamment du fait que le Vietnam a plus à gagner de cet accord étant donné le déficit commercial croissant de l'UE avec le pays socialiste). Il a exhorté le Parlement européen à examiner attentivement le bilan du Vietnam en matière des droits de la personne et à ne ratifier l'accord de libre-échange que lorsque Hanoi aura pris des mesures concrètes pour améliorer sa situation épouvantable liée aux droits de la personne. Il a en outre déclaré que les dialogues sur les droits de la personne avaient été «infructueux» jusqu'à présent. Le 21 novembre 2019, Pham a été arrêté et accusé de « propagande contre l'État ».³⁶ L'arrestation a suscité l'indignation au Parlement européen, le président David Sassoli ayant soulevé la situation de Pham auprès de l'ambassadeur du Vietnam. Selon Human Rights Watch (après avoir vu la lettre de réponse), le diplomate vietnamien fait une allusion choquante aux limites de la liberté d'expression au Vietnam, en indiquant qu'à ses yeux, ces violations sont comparables à celles dans les pays occidentaux.³⁷

En décembre 2019, le député du Parlement européen Jan Zahradil, l'un des chefs de file des négociations commerciales avec le Vietnam, a démissionné de son rôle de rapporteur sur l'accord en réponse à des allégations concernant ses liens avec un groupe lié au Parti communiste du Vietnam.³⁸

En plus des diverses lettres et pétitions émanant de groupes de défense des droits de la personne et d'ONG internationales préoccupés, la communauté vietnamienne en Europe a fait suivre un rapport (rédigé par la journaliste vietnamienne Pham Doan Trang et l'activiste américano-vietnamien Will Nguyen) au Parlement européen intitulé « Fighting over the Senh Field³⁹ » qui fait la lumière sur l'attaque brutale des forces de police perpétrée contre les villageois de Dong Tam.⁴⁰

Le PTPGP

L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) est l'accord de libre-échange entre le Canada et 10 autres pays de la région Asie-Pacifique⁴¹. Une fois pleinement mis en œuvre, cet accord représentera un bloc commercial qui va englober 500 millions de consommateurs et représentera 13,5 % du PIB mondial⁴². Le PTPGP a été ratifié par sept pays et est entré en vigueur en 2018 dans six d'entre eux, et en 2019 au Vietnam⁴³. Depuis l'entrée en vigueur du PTPGP, le Canada a constaté une augmentation de près de 3 % de ses échanges bilatéraux de marchandises avec ses partenaires commerciaux du PTPGP⁴⁴. Selon le service général des douanes du Vietnam, le Vietnam a enregistré un excédent commercial de plus d'un milliard de dollars américains avec ses dix autres partenaires du PTPGP, les exportations vers le Canada ayant atteint 546 millions de dollars américains au cours des sept premiers mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'accord⁴⁵. La troisième réunion de la Commission sur le PTPGP a eu lieu le 5 août 2020. Les ministres et les hauts fonctionnaires des 11 pays se sont réunis virtuellement pour discuter des possibilités de reprise économique et de croissance commerciale pendant la pandémie de COVID-19⁴⁶. Ils ont également discuté de l'expansion du PTPGP afin d'accueillir de nouveaux membres⁴⁷.

Les accords de libre-échange: un levier de prospérité économique⁴⁸

« Partout au pays, on entend souvent l'affirmation suivante: "le Canada est une nation commerçante". Même si cette affirmation semble être devenue un lieu commun, il ne faut pas en sous-estimer la signification. Les exportations et les importations de biens et de services représentent plus de 60 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada, qui compte plus de 43 000 entreprises exportatrices et où l'on estime qu'environ un emploi sur cinq est directement ou indirectement lié aux exportations. Le commerce est indispensable à la prospérité économique du Canada. »



L'ACCORD DE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE
GLOBAL ET PROGRESSISTE

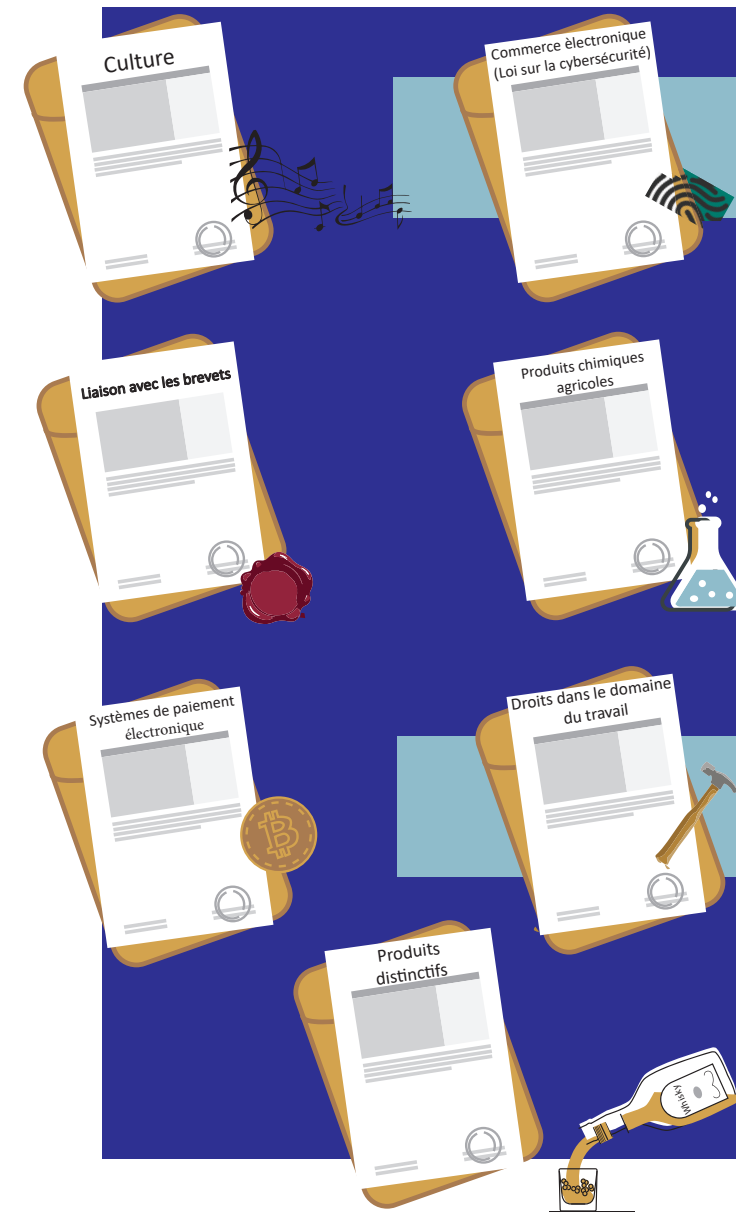


Qu'est-ce qu'une lettre d'accompagnement?⁴⁹

En annexe à l'accord multilatéral, les lettres d'accompagnement du PTPGP (également appelées instruments) constituent une entente mutuelle entre deux pays sur la mise en œuvre de parties ou de chapitres particuliers de l'accord. Il s'agit également d'un accord juridiquement contraignant. Les violations commises par l'une ou l'autre des parties peuvent être portées à l'attention d'un mécanisme de règlement des différends (chapitre 28 du PTPGP). Par exemple, le 8 mars 2018, l'honorable François-Philippe Champagne, ministre du Commerce international du Canada, a accepté une lettre d'accompagnement sur la main-d'œuvre envoyée par Tran Tuan Anh, ministre de l'Industrie et du Commerce du Vietnam.

Pourquoi les lettres d'accompagnement peuvent-elles poser problème?

Un exemple marquant est la lettre d'accompagnement sur la main-d'œuvre entre le Canada et le Vietnam. Par exemple, la section 3 permet en fin de compte au Vietnam de violer le chapitre 19 (Travail) du PTPGP sans répercussions pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans, ainsi que de refuser de mettre en œuvre le droit à la liberté d'association, l'élimination du travail obligatoire, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. Le Vietnam obtient ainsi la « permission » de ne pas respecter ses engagements en matière de droits des travailleurs, tout en continuant à récolter les avantages économiques du commerce multilatéral. On peut dire que l'acceptation de cette lettre fait du Canada un complice du compromis entre les gains économiques et les droits de la personne.



Représentation graphique des lettres d'accompagnement dans le rapport sur la situation des droits de la personne au Vietnam 2019-2020⁵⁰

L'examen périodique universel

Instauré après les réformes de 2005 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'examen périodique universel (EPU) sert à examiner périodiquement le bilan des 193 États membres des Nations Unies (ONU) en matière de droits de la personne, dans le but d'améliorer les droits de la personne et de corriger les violations⁵². Le bilan respectif de chaque État membre en matière de droits de la personne est examiné tous les quatre ans et demi par tous les autres États membres. Le dernier examen périodique universel du Vietnam a eu lieu en janvier 2019⁵³.

Déclaration du sénateur Ngo

« L'examen périodique universel auquel sera bientôt soumis le Vietnam offre au Canada une occasion importante d'adopter une position plus ferme relativement à la terrible situation des droits de la personne au Vietnam. Dans ce pays, les droits civils et politiques fondamentaux, dont la liberté d'expression, d'association et de réunion publique pacifique, continuent d'être considérablement restreints. Pas plus tard qu'en 2018, plus de 100 activistes pacifiques et défenseurs des droits de la personne connus ont été arrêtés et se sont fait imposer de lourdes peines d'emprisonnement pour avoir exercé leur liberté d'expression⁵⁴. »

Quelles ont été les recommandations du Canada?

Au cours du troisième cycle de l'EPU du Vietnam, qui a eu lieu le 22 janvier 2019, le gouvernement « a présenté une image [grossièrement] inexacte de sa situation en matière de droits de la personne⁵⁸ ». Le régime communiste a fausement affirmé que 159 recommandations ont été pleinement mises en œuvre tandis que 16 autres l'ont été partiellement, déclarant qu'au total, il avait accepté 182 recommandations du cycle 2 (l'EPU du Vietnam mené en 2014⁵⁹). Au cours du troisième cycle, les membres de l'ONU ont proposé 291 recommandations. En juin 2019, le Vietnam a accepté 241 recommandations, dont 220 ont été « entièrement acceptées » et 21 « partiellement acceptées⁶⁰ ». Le Canada a fourni au Vietnam 6 recommandations clés pour améliorer les droits de la personne. Parmi les sujets de préoccupation figurent le manque de transparence du système judiciaire vietnamien, l'absence de liberté de religion ou de conscience, l'absence de liberté d'expression, d'association et de réunion ainsi que l'absence de syndicats indépendants.

Debbie Stoddard, FIDH⁵⁵, secrétaire générale⁵⁶

« Alors que le Vietnam entame un nouveau cycle de l'EPU, la situation des droits civils et politiques dans le pays reste lamentable. Le manque de volonté politique de Hanoi pour entreprendre des réformes juridiques et institutionnelles, qui se manifeste par son refus permanent d'accepter des recommandations importantes, exige une pression internationale plus forte⁵⁷. »

Tableau des recommandations du Canada⁶⁴

Recommandation	Réponse	Thème	Cycle
Réviser le Code du travail et la Loi sur l'égalité entre les sexes pour y inclure une définition détaillée du harcèlement sexuel.	Appuyée	Genre, harcèlement sexuel	3 ⁶¹
Modifier le Code de procédure pénale pour que les personnes soient représentées par un avocat immédiatement après leur arrestation, et garantir leur droit à un procès équitable.	Appuyée	Justice	3
Réviser le Code pénal et la Loi sur la cybersécurité pour les harmoniser aux normes internationales relatives à la liberté d'expression, d'association et de réunion.	Notée	<ul style="list-style-type: none"> Liberté d'expression, d'association et de réunion Normes internationales 	3
Réviser la Loi sur la religion et la croyance pour permettre aux groupes religieux de pratiquer librement.	Notée	Liberté de religion ou de conviction	3
Réviser la loi sur le mariage et la famille pour garantir l'égalité aux couples de même sexe.	Notée	Égalité pour les couples de même sexe	3
Permettre la création de syndicats indépendants et reconnaître le droit d'association.	Appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Droits des travailleurs Liberté d'association 	3
Garantir, en droit et dans la pratique, la protection des femmes contre toutes les formes de violence.	Appuyée	Droits des femmes	2 ⁶²
Faire le nécessaire pour garantir le droit de ses citoyens à l'égalité devant la loi, leur droit à être présumés innocents tant que leur culpabilité n'a pas été établie et leur droit à un procès équitable et public, ainsi que le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu.	Appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Détention Justice 	2
Réduire le nombre des obstacles bureaucratiques et administratifs et des critères d'enregistrement visant les activités religieuses pacifiques de groupes religieux enregistrés ou non, l'objectif étant de garantir la liberté de religion ou de conviction.	Appuyée	Liberté de religion ou de conviction	2
Modifier les dispositions relatives aux atteintes à la sécurité nationale susceptibles de restreindre la liberté d'expression, notamment sur Internet, en particulier les articles 79, 88 et 258 du Code pénal, pour les rendre conformes aux obligations internationales du Vietnam, dont celles découlant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.	Appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Liberté d'opinion et d'expression Instruments internationaux 	2
Étudier les possibilités d'appui technique que peut notamment fournir le Groupe de travail sur l'habilitation et la protection de la société civile.	Notée	<ul style="list-style-type: none"> Société civile Assistance technique et coopération 	2
Présenter une loi sur l'accès à l'information et s'efforcer d'en obtenir l'adoption au plus tôt.	Appuyée	Liberté d'expression	1 ⁶³
Offrir aux personnes détenues en vertu des lois relatives à la sécurité ou à la propagande la protection juridique fondamentale, notamment leur représentation par un avocat de leur choix tout au long de la procédure et la tenue d'un procès public.	Position imprécise	Justice	1
Diminuer la durée des peines de prison pour les crimes non violents.	Position imprécise	Détention	1
Adopter une loi protégeant contre les poursuites et le harcèlement ceux qui dénoncent des actes de corruption.	Position imprécise	Corruption	1
Rendre les médias plus indépendants de l'État, notamment en autorisant les médias privés.	Rejetée	Liberté de presse	1
Mettre sa législation sur la presse en conformité avec l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.	Rejetée	<ul style="list-style-type: none"> Liberté de presse Instruments internationaux 	1
Réduire le recours aux lois relatives à la sécurité qui limitent le débat public sur la démocratie multipartite ou la critique du gouvernement, notamment en alignant les lois relatives à la sécurité et à la propagande sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.	Rejetée	<ul style="list-style-type: none"> Liberté de presse Instruments internationaux 	1
Enregistrer toutes les personnes détenues en application des lois relatives à la sécurité et rendre cette information accessible au public.	Rejetée	Détention	1
Lancer une invitation permanente à toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.	Rejetée	Procédures spéciales	1
Issue a standing invitation to all special procedures of the Human Rights Council	Rejected	Special procedures	1

[Ouvrir pour lire les recommandations du Canada](#)

Accord de libre-échange Royaume-Uni–Vietnam⁶⁵

Alors que la période de transition entre le Royaume-Uni et l'UE s'est terminée le 31 décembre 2020, le Royaume-Uni a conclu des accords commerciaux à l'échelle mondiale. Le Royaume-Uni a signé des accords de continuité commerciale avec des membres du PTPGP, entre autres avec le Singapour le 10 décembre 2020 et le Vietnam le 11 décembre 2020⁶⁶. Ces deux accords de continuité commerciale reproduisent essentiellement les accords commerciaux que le Royaume-Uni avait déjà signés avec ces pays lorsqu'il était encore membre de l'UE⁶⁷. Le Royaume-Uni souhaite vivement adhérer au PTPGP et ces accords de continuité le rapprochent de cet objectif ; le Vietnam et Singapour montrant publiquement leur soutien. Selon le gouvernement britannique, si le Royaume-Uni adhère au PTPGP, il est estimé que le PIB total augmenterait de 13 % à 16 %⁶⁸.

Dialogue États-Unis–Vietnam sur les droits de la personne 2020

Le 24e dialogue annuel États-Unis–Vietnam sur les droits de la personne, qui s'est tenu virtuellement le 6 octobre 2020, a porté sur la coopération bilatérale concernant la règle de droit et sur diverses questions relatives aux droits de la personne, notamment la liberté de religion, la liberté d'expression et d'association, les droits des travailleurs, ainsi que les droits des minorités ethniques et des personnes handicapées⁶⁹.

Quelques heures à peine après ce dialogue, l'éminente écrivaine, journaliste et militante pro-démocratie, Pham Doan Trang, a été arrêtée par la police de Hanoi pour « propagande contre l'État⁷⁰ ».

Principaux acteurs internationaux

Les relations bilatérales entre la **Chine** et le Vietnam sont compliquées par les différends maritimes en mer de Chine méridionale. L'empiètement d'un navire de reconnaissance chinois, le *Haiyang Dizhi 8*, dans les eaux vietnamiennes (près de Vanguard Bank) a provoqué des protestations de la part de Hanoi. Malgré ces tensions, la Chine est devenue, en 2019, le plus grand investisseur direct dans l'économie vietnamienne (probablement en raison de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis). Il va sans dire que l'influence continue et significative de la Chine, également un régime communiste, sur les affaires intérieures et économiques du Vietnam ne contribue guère à l'amélioration de la situation des droits de la personne au Vietnam⁷¹.

Grâce à l'accord de libre-échange **UE**-Vietnam récemment ratifié, les relations entre ces deux parties semblent s'être améliorées. L'UE continue de faire part de ses préoccupations concernant la répression des militants des droits de la personne⁷².

Les **États-Unis** continuent de chercher des occasions de renforcer ses liens avec le Vietnam. Cela comprend la conduite d'exercices maritimes communs par les deux pays.

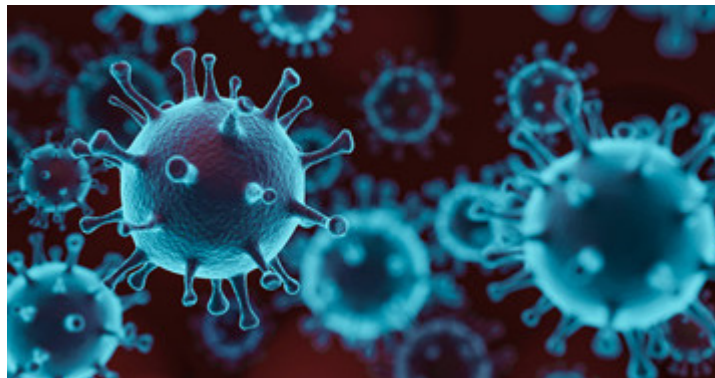
L'**Australie** continue également à examiner des occasions de développer davantage ses relations bilatérales avec le Vietnam. La visite du premier ministre australien, Scott Morrison, au Vietnam à l'été 2019, n'a pas permis d'aborder les questions des droits de la personne et son bilan lamentable avec ses homologues à Hanoi. La situation des droits de la personne dans le pays communiste est discutée chaque année dans le cadre du dialogue bilatéral sur les droits de la personne entre les deux nations. Malheureusement, cet exercice a peu contribué à améliorer le respect par le Vietnam de ses engagements internationaux en matière de droits de la personne⁷³.

Le **Japon** est également critiqué pour avoir fermé les yeux sur les transgressions persistantes du Vietnam en matière de droits de la personne, malgré le rôle du Japon à titre de premier donateur bilatéral du Vietnam⁷⁴.

Pandémie de COVID-19

Avec un nombre relativement bas de 1 405⁷⁵ cas au 15 décembre 2020 et seulement 35 décès⁷⁶, la réponse du Vietnam face à la pandémie de COVID-19 a été perçue comme efficace à la lumière des normes mondiales⁷⁷. On peut toutefois affirmer que ces mêmes politiques, qui ont été mises en œuvre pour gérer la situation sanitaire, sont aussi utilisées par les autorités pour persécuter les dissidents pacifiques⁷⁸.

Au cours de cette crise sanitaire, les opinions exprimées en ligne concernant l'écllosion du virus, les critiques à l'égard du gouvernement en général ainsi que les stratégies employés pour lutter contre la pandémie⁷⁹, ont fait l'objet d'une censure importante (c. à d. en ce qui concerne l'inexactitude du nombre de décès ou la corruption)⁸⁰. Selon les sources gouvernementales, de janvier à mars 2020, 654⁸¹ utilisateurs de Facebook ont été interpellés et interrogés à propos de leurs publications sur les réseaux sociaux⁸² et ont dû participer à des « séances de travail » au cours desquelles ils ont été contraints de retirer leurs publications⁸³. Des sanctions pénales assorties de peines d'emprisonnement allant jusqu'à neuf mois ont été imposées, ainsi que des amendes exorbitantes de plus de 1 000 dollars américains⁸⁴ pour certains d'entre eux.



85



Liberté d'expression

Liberté d'expression

Conjointement avec les articles trop vastes et trop vagues du Code pénal, la loi de 2016 sur la presse et la loi de 2018 sur la cybersécurité servent à restreindre sévèrement toutes les formes d'expression (en ligne et hors ligne) critiquant le gouvernement⁸⁶. Cette répression de la liberté d'expression légitime montre de façon claire et alarmante que l'ajout par le Vietnam d'un chapitre sur les droits fondamentaux et les droits de la personne dans la constitution du pays en 2013⁸⁷ n'est rien d'autre qu'une révision « illusoire » — ne servant qu'à donner la fausse impression que ces droits sont pris au sérieux par l'État.

Dans un récent rapport publié par Amnistie internationale le 30 novembre 2020 intitulé « *Let us Breathe!: Censorship and criminalization of online expression in Viet Nam* », nous avons appris que Facebook et YouTube (Google) sont « complices de la censure et de la répression à grande échelle⁸⁸ » au Vietnam. Instruments de la répression de la liberté d'expression en ligne au Vietnam, Facebook se conforme à 95 % des demandes de censure du régime communiste, tandis que YouTube se conforme à 90 % des demandes⁸⁹.

Le rapport indique également que les revenus de Facebook provenant du Vietnam ont représenté près d'un milliard de dollars américains en 2018, soit près d'un tiers de ses revenus totaux provenant de l'Asie du Sud-Est. Pour Google, les profits se sont élevés à 475 millions de dollars américains pour la même année. Compte tenu de ces profits faramineux, l'accès au marché vietnamien est d'une grande importance pour ces géants de la technologie⁹⁰, qui préfèrent fermer les yeux de manière flagrante sur les violations des droits de la personne afin de s'enrichir.

Selon Amnistie internationale, sur les 170 prisonniers d'opinion incarcérés, 69 sont détenus pour « avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression en ligne⁹¹ », certains d'entre eux étant condamnés à des peines allant de 9 mois à 11 ans d'emprisonnement⁹². Parmi les cas suivants qui seront présentés dans cette section, certains ont été documentés par Amnistie internationale dans son rapport⁹³.



*M. Pham Chi Dung*⁹⁶

M. Pham Chi Dung, journaliste indépendant, titulaire d'un doctorat en économie et président de l'«Independent Journalists Association of Vietnam» (IJAVN), a été arrêté le 21 novembre 2019 et accusé de « propagande contre l'État »; crime assorti d'une peine de prison de 10 à 20 ans⁹⁴. M. Dung soutient qu'il n'a commis aucun crime⁹⁵.

Les collègues de M. Dung, le vice-président de l'IJAVN, Nguyen Tuong Thuy, et le journaliste indépendant, Le Huu Minh Tuan, ont également été arrêtés sous les mêmes chefs d'accusation et sont détenus depuis mai et juin 2020, respectivement¹⁰⁴.



*De gauche à droite: Nguyen Tuong Thuy et Le Huu Minh Tuan*¹⁰³

Le 5 janvier 2021, un tribunal de Hô-Chi-Minh-Ville a condamné ces trois journalistes vietnamiens dissidents à de lourdes peines – totalisant 37 ans de prison - simplement pour avoir exercé leurs droits inhérents et inaliénables à la liberté d'expression : M. Pham Chi Dung fut condamné à 15 ans d'emprisonnement⁹⁷. Dans une déclaration écrite et publiée le 18 janvier 2021, M. Dung confirme sa décision de ne pas faire appel de sa peine. Pour lui, il ne peut y avoir de justice lorsque les tribunaux rendent et maintiennent des verdicts prédéterminés pour la grande majorité des affaires concernant des dissidents politiques. Il souligne que son choix n'est en aucun cas une acceptation de sa sévère peine de prison, mais plutôt une reconnaissance de la futilité d'une telle poursuite, étant donné la tyrannie systémique et la corruption qui dominent le système judiciaire ainsi que le reste des institutions communistes vietnamiennes⁹⁸. Ses collègues à l'IJAVN, MM. Nguyen Tuong Thuy et Le Huu Minh Tuan, ont également été condamnés à 11 ans d'emprisonnement, sous des chefs d'accusation similaires⁹⁹. Le 21 janvier 2021, le Parlement européen a adopté une résolution¹⁰⁰ dans laquelle il affirmait l'importance du « respect des droits de la personne » comme élément essentiel de relations bilatérales efficaces, surtout en ce qui a trait à l'Accord de libre-échange UE-Vietnam qui a récemment été ratifié. Dans une déclaration, il condamne la détérioration du bilan du Vietnam en matière des droits de la personne, et exige la libération immédiate et sans condition de ces trois journalistes et défenseurs des droits humains, ainsi que de tous les prisonniers d'opinion¹⁰¹. Certains législateurs de l'Union européenne ont même demandé le rétablissement des tarifs douaniers entre l'UE et le Vietnam¹⁰².

Trinh Ba Phuong ainsi que sa mère Can Thi Theu, son frère Trinh Ba Tu et Nguyen Thi Tam, tous des militants des droits fonciers et victimes de l'accaparement de terres, furent arrêtés le 24 juin 2020 pour avoir mis en ligne de l'information critiquant le gouvernement pour sa réponse musclée le 9 janvier 2020 lors d'affrontements avec les villageois au sujet des terres dans la commune de Dong Tam¹⁰⁵.



De gauche à droite: Can Thi Theu, Trinh Ba Phuong, Trinh Ba Tu¹⁰⁶ et Nguyen Thi Tam¹⁰⁷

Au cours d'un entretien téléphonique avec Amnistie internationale au début de l'année 2020, Trinh Ba Phuong a déclaré:

« Facebook a contribué à l'avènement d'une ère nouvelle au Vietnam. Notre société a changé de manière spectaculaire au cours des six dernières années parce que les gens peuvent maintenant accéder à de l'information à laquelle ils n'avaient jamais eu accès auparavant. Je comprends que Facebook doit se soucier des profits, mais je souhaite que Facebook puisse également maintenir ses activités au Vietnam et continuer à fournir à notre peuple une plateforme sur laquelle nous pouvons nous exprimer librement. En ce qui me concerne, je ne reculerai devant rien, même si je dois aller en prison¹⁰⁸. »

Dans un geste décrit comme une « répression implacable¹⁰⁹ » de la liberté d'expression, cinq manifestants pacifiques (Luu Van Vinh, Nguyen Quoc Hoan, Nguyen Van Duc Do, Tu Cong Nghia, Phan Trung) appartenant prétendument au groupe « Vietnam National Self-Determination Coalition» ont été condamnés pour « subversion » (en application de l'article 79 du Code pénal de 1999). En octobre 2018, ils ont été condamnés à des peines allant de 8 à 15 ans de prison¹¹⁰. L'audience d'appel de mars 2019 de la cour populaire de Hô-Chi-Minh-Ville a confirmé leur condamnation¹¹¹.



De gauche à droite: Nguyen Quoc Hoan, Nguyen Van Duc Do, Phan Trung, Tu Cong Nghia, et Luu Van Vinh¹¹²

Chau Van Kham, citoyen australien d'origine vietnamienne, est un militant de 72 ans et membre du groupe pro-démocratie, «Việt Tân». Bien que confirmée comme « une organisation pacifique prônant la réforme démocratique¹¹³ » par les Nations Unies, elle est officiellement inscrite sur la liste des organisations terroristes par le ministère vietnamien de la Sécurité publique depuis 2016. En janvier 2019, M. Kham a été appréhendé, aux côtés de citoyens vietnamiens et de membres présumés de la même organisation, Nguyen Van Vien et Tran Van Quyen¹¹⁴. Après une détention de 10 mois, M. Kham a été condamné à une peine de 12 ans d'emprisonnement ; son appel pour infirmer cette décision a été rejeté en mars 2020¹¹⁵. Des avocats et des défenseurs des droits de la personne se sont joints à sa famille pour condamner les accusations portées contre lui, qu'ils jugent sans motifs et fondées sur des considérations politiques. M. Kham pourrait ne pas survivre à la peine de 12 ans de prison en raison de sa santé fragile¹¹⁶. Le 13 janvier 2021, les médias australiens ont rapporté que M. Kham serait soumis à de longues heures de travaux forcés pendant sa détention¹¹⁷.



Chau Van Kham est escorté par la police à son procès devant un tribunal de Hô-Chi-Minh-Ville, au Vietnam, le 11 novembre 2019¹¹⁸

Le 3 juin, l'«International Publishers Association's Freedom to Publish Committee» a décerné le très convoité Prix Voltaire 2020¹¹⁹ à la «Liberal Publishing House» du Vietnam («Nhà xuất bản Tự Do»¹²⁰ en vietnamien). Fondée en février 2019¹²¹ par Pham Doan Trang, militante pro-démocratie et auteure vietnamienne (arrêtée le 6 octobre 2020¹²² — voir la section « Quelques cas de violations des droits de la personne » pour plus de détails), cette maison d'édition qui publie divers genres d'essais considérés comme de nature sensible et fermement opposés à la politique officielle de l'État, a été confrontée à une campagne de répression constante soutenue par le gouvernement, qui comprend de multiples tentatives des autorités pour arrêter des employés, le harcèlement en ligne, des cyberattaques et la fermeture de ses comptes bancaires¹²³.

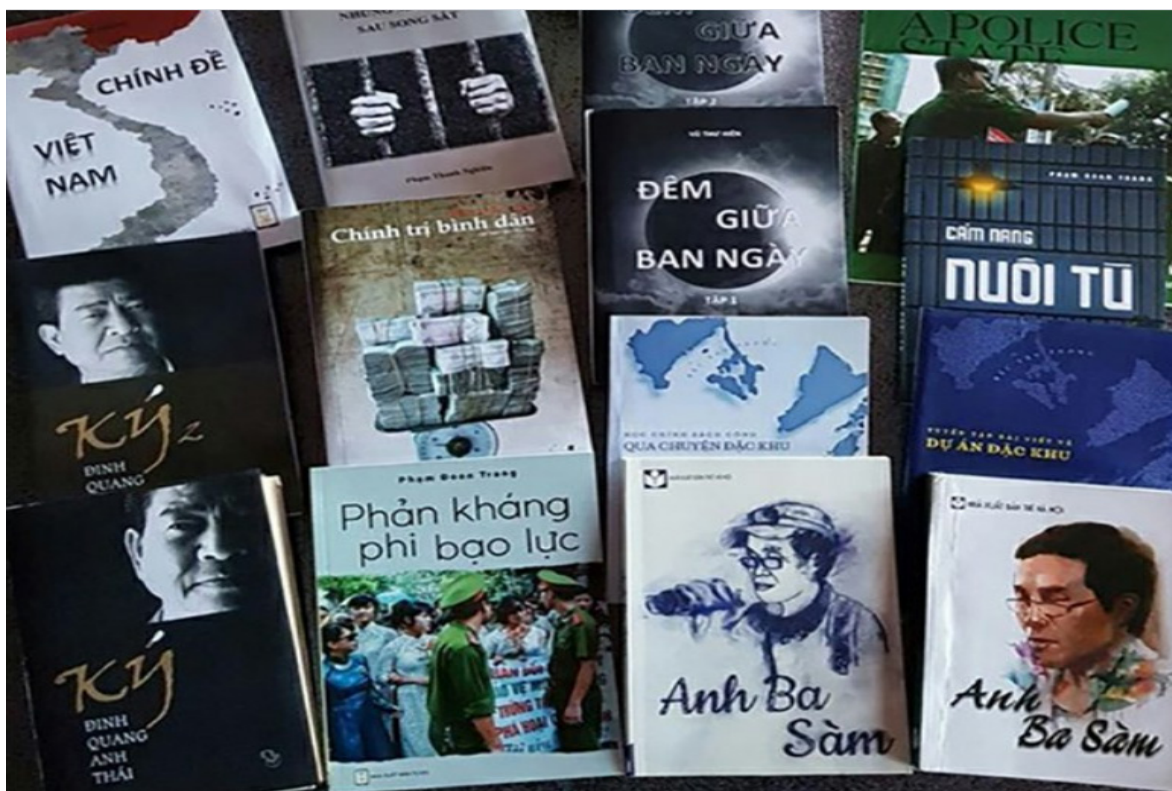


Photo originale modifiée prise par Khanh An¹²⁴



MER DE CHINE
MÉRIDIONALE

**Manifestation contre le bail
de 99 ans et conflit en mer de
Chine méridionale**

Qu'est-ce que la liberté de réunion ?

La liberté de réunion est le droit ou la capacité des personnes à transmettre, approuver et/ou défendre collectivement un point de vue, une position ou une idée partagée avec d'autres¹²⁵. La liberté de réunion est donc étroitement liée à la liberté d'expression et ne fait pas exception à la stricte répression exercée par les autorités communistes vietnamiennes.

Aujourd'hui considéré comme une « économie florissante à revenu intermédiaire¹²⁶ », le Vietnam est l'une des « économies à la croissance la plus rapide d'Asie du Sud-Est¹²⁷ ». Cela peut être attribué, dans une large mesure, à l'augmentation du commerce international et des investissements étrangers au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et en provenance de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine. Les relations complexes entre le Vietnam et la Chine remontent à des milliers d'années et sont assez contradictoires, car les deux pays sont « à la fois amis et rivaux¹²⁸ ». Il existe des tensions et des conflits entre eux, mais ils parviennent également à coopérer et à travailler ensemble, en particulier sur le plan économique, la « Chine étant considérée comme le plus grand marché d'importation du Vietnam¹²⁹ ».

Qu'est-ce que la mer de Chine méridionale et le conflit?

La mer de Chine méridionale (MCM) est une plaque tournante commerciale très lucrative et une sous-région importante sur le plan géopolitique de la région indo-pacifique¹³⁰, représentant environ 80 % du commerce mondial (en volume) et où transite un tiers du transport maritime mondial¹³¹. En outre, elle abrite également de riches zones de pêche ainsi que des réserves potentielles de pétrole et de gaz encore non découvertes. Ces facteurs ont inévitablement contribué aux tensions et aux conflits territoriaux de longue date entre les pays riverains de la MCM¹³², en particulier Taïwan, le Brunei, la Malaisie, les Philippines, le Vietnam et la Chine¹³³, et dans lesquels la Chine continue à jouer un rôle prépondérant et agressif. Malgré ses affirmations contraires¹³⁴, la construction d'avant-postes militaires sur des îles artificielles¹³⁵ et sa présence militaire croissante en disent long sur la réalité de l'hégémonie maritime chinoise dans la région.

Les États-Unis et l'Australie ont rejeté sans équivoque les revendications maritimes de la Chine dans la MCM, en totale conformité avec le droit international¹³⁶, c'est-à-dire la décision de la Cour permanente d'arbitrage de 2016¹³⁷ qui remet en question ses vastes revendications territoriales et les caractéristiques¹³⁸ qui relèvent de sa « ligne en neuf traits¹³⁹ (ou ligne en langue de bœuf) ». L'Australie a également exprimé son soutien au droit international concernant la revendication de la Chine dans ce litige¹⁴⁰. Bien qu'initialement réservé dans son approbation des positions américaine et australienne, le Vietnam tente maintenant de rallier l'opinion internationale sur la question de l'agression chinoise dans la région, qui continue d'avoir des répercussions stratégiques et économiques dévastatrices pour lui¹⁴¹. Par exemple, les restrictions imposées à l'exploration pétrolière et gazière du Vietnam dans les zones économiques exclusives revendiquées par Pékin ont coûté au Vietnam, selon les estimations, un milliard de dollars¹⁴².

Le Vietnam continue de réaffirmer sa souveraineté sur les îles Paracels et Spratleys, qui sont occupées et fortement militarisées par la Chine¹⁴³. Les tensions entre la Chine et le Vietnam dans ce litige se sont aggravées en 2014 après l'installation par la Chine d'une plateforme pétrolière dans une zone revendiquée par le Vietnam¹⁴⁴.

Alors que le conflit continue de s'aggraver, la communauté internationale doit soutenir le droit international et promouvoir la paix dans la région. Par une motion présentée par le sénateur Ngo le 17 mai 2016 et adoptée le 24 avril 2018¹⁴⁵, le Sénat du Canada a officiellement exprimé son inquiétude face à l'escalade des tensions et au comportement hostile de la Chine dans la MCM, exhortant le gouvernement du Canada à adopter une position de principe sur l'un des plus grands conflits géopolitiques de notre époque¹⁴⁶.

Sénateur Ngo

« Au terme de deux années de débats, le Sénat envoie un message clair à la Chambre des communes et joue son rôle de chambre de « second examen objectif » sur une affaire de politique étrangère dans laquelle les menaces de la Chine envers l'ordre mondial, l'État de droit et la démocratie ne peuvent être ignorées¹⁴⁷ »



Le Hoang [à droite] et d'autres manifestants font connaître leur opposition à l'occupation chinoise controversée des îles Paracels, dans la mer de Chine méridionale, à Hanoi, le 19 janvier 2014.¹⁵⁶

Qu'est-ce que la manifestation contre le bail de 99 ans?

En 2017, le gouvernement vietnamien, au cours de la quatrième session de sa 14e Assemblée nationale, a évoqué la possibilité d'un contrat de bail qui offrirait aux investisseurs chinois des incitatifs fiscaux et des tarifs réduits au moyen de la propriété de trois zones économiques spéciales (ZES) au Vietnam pendant 99 ans¹⁴⁸. En 2018, le gouvernement a proposé un projet de loi controversé sur les ZES qui a suscité l'indignation dans tout le pays, alors que plusieurs manifestations ont eu lieu devant les principaux immeubles gouvernementaux. Les manifestants ont tenu des bannières et des pancartes avec des messages condamnant le bail foncier de 99 ans à la Chine, par exemple « Pas de location de terres à la Chine, même pour un jour¹⁴⁹ ». Bien que plusieurs manifestants aient été harcelés, détenus et même emprisonnés (jusqu'à 118 ont été condamnés pour avoir « perturbé l'ordre public¹⁵⁰ »), les manifestations ont réussi à inciter — à tout le moins — le gouvernement à reporter¹⁵¹ l'adoption du projet de loi après 2020. Le débat sur ce projet de loi pourrait être rouvert au Congrès national du Parti communiste de 2021¹⁵².

Le 14 novembre 2019, le gouvernement a approuvé une résolution établissant un conseil de gestion pour mettre en œuvre les objectifs du gouvernement et superviser les investissements, la production et les affaires des investisseurs dans la ZES de Van Don¹⁵³ (une des trois zones économiques comprises dans le projet de loi, qui comprend également la ZES de Bac Van Phong et celle de Phu Quoc¹⁵⁴).

Des experts économiques ainsi que des membres de la diaspora vietnamienne se sont interrogés sur les motivations du gouvernement à mettre en place ce conseil d'administration à un moment où l'agression chinoise dans la MCM s'intensifie, certains ayant des avis mitigés¹⁵⁵. D'autres se demandent si le gouvernement vietnamien consultera des experts et le public advenant que les discussions sur le projet de loi sur la zone économique spéciale soient relancées.

L'économiste Pham Chi Lan

« Géographiquement, Van Don est au cœur de l'initiative "La nouvelle route de la soie" que la Chine désire toujours. Le Vietnam a participé à la Banque asiatique des infrastructures que la Chine a lancée, mais n'a pas vraiment participé au projet. La Chine veut donc vraiment y faire participer le Vietnam, surtout quand le Vietnam se remet de [...] la Covid-19 [...]. Mais même si elle met de la pression, [...] ce que j'espère, c'est que les dirigeants sont assez sages pour le voir. Les lacunes sont inacceptables si la zone économique pilote de Van Don est formée sur les vieilles idées de la Loi sur les zones spéciales, menaçant la sécurité et la défense du Vietnam. [...] Récemment, en raison de l'accent mis sur [la pandémie], le public a accordé peu d'attention aux autres questions. Je suis convaincu que maintenant, certains experts intéressés vont revenir et prendre la parole, analyser [...] les lacunes de cette zone économique [pilote] [de Van Don] [...] . »¹⁵⁷

Dr. Nguyen Tri Hieu

« Je ne sais pas si le gouvernement en a discuté avec l'Assemblée nationale ou si une commission du Congrès a approuvé ou non ce projet. [...] Mais il est difficile de conclure qu'il s'agit d'une décision unilatérale. Si vous ne consultez pas le Congrès et les autres acteurs, cela signifie que le gouvernement a déjà mis les gens dans le coup. Mais je n'en suis pas certain. Je propose que si le gouvernement n'a pas encore de plans, c'est le bon moment pour en présenter. Le gouvernement doit avoir des directives précises concernant le projet en cours de publication, afin que les gens [...] le sachent. Il faut non seulement le faire savoir aux gens, mais aussi en discuter sur le forum de l'Assemblée nationale. Nous ne pouvons rien y faire, car nous ne pouvons pas demander au premier ministre de revenir sur sa décision . »¹⁵⁸



L'île accueille régulièrement des navires de la garde côtière chinoise et des navires de ravitaillement de la marine de l'Armée populaire de libération.

*L'île Tree, dans les Paracels, est l'un des nombreux avant-postes chinois dans la mer de Chine méridionale¹⁵⁹. **



Des signes de nouvelles habitations, de centrales électriques, de cultures et éventuellement d'héliport peuvent être observés sur les îles.

Drummond [Duy Mong], Tree [Cay] et West Sand [Con Cat Tay] de l'archipel vietnamien Hoang Sa [Paracels] grâce à l'imagerie satellite¹⁶⁰.



Liberté de religion

Liberté de religion

La répression sévère du droit fondamental de la liberté de religion ou de croyance est une pratique à laquelle le Parti communiste du Vietnam s'adonne depuis longtemps au moyen de lois contraignantes, de lourdes obligations d'enregistrement et d'une surveillance constante¹⁶¹. Les groupes religieux doivent obtenir la reconnaissance de l'État (par le biais de l'enregistrement) et sont étroitement surveillés et contrôlés par des conseils de gestion mis en place par le gouvernement. Tout groupe ou toute activité à caractère religieux qui ne correspond pas à leurs exigences réglementaires rigoureuses et arbitraires (c'est-à-dire ce qu'ils jugent être une menace pour l'ordre public, l'unité nationale ou l'intérêt national¹⁶²) est carrément interdit¹⁶³.

Parmi les groupes religieux non reconnus par le gouvernement (qui constituent également les cinq plus grandes confessions religieuses du pays), citons l'Église bouddhiste unifiée, l'Église catholique, le caodaïsme, l'Église bouddhiste Hoa Hao et l'Église protestante¹⁶⁴. Ces groupes sont victimes de harcèlement, d'intimidation et de surveillance constante. Leurs fidèles sont souvent contraints de renoncer à leur foi; ils sont non seulement soumis à des interrogatoires, mais aussi, ils sont détenus, emprisonnés et torturés¹⁶⁵. On estime qu'environ un tiers des prisonniers d'opinion de nationalité vietnamienne ont été ciblés, en totalité ou en partie, en raison de leurs croyances religieuses ou de leur défense de la liberté de religion ou de conscience¹⁶⁶.

« Nous condamnons fermement les actes de persécution religieuse et les violations des droits de la personne au Vietnam. »

— « Interfaith Council of Vietnam »



En haut à gauche: *Bui Van Trung, Bui Van Tham, et Le Thi Hen*¹⁶⁷

En bas à gauche: *Bui Thi Bich Tuyen, Nguyen Hoang Nam et Le Hong Hanh*¹⁶⁸

Oppression des groupes religieux « non reconnus » exercée par l'État

Église bouddhiste unifiée du Vietnam (EBUV)

L'existence même de l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam est aujourd'hui menacée (il ne reste plus qu'une poignée de petits groupes) en raison des persécutions que le gouvernement communiste du Vietnam exerce depuis près d'un demi-siècle. Plusieurs pagodes ont été détruites (p. ex. la pagode Liên Tri à Thu Thiem, la pagode An Cu à Da Nang et la pagode Son Linh à Kontum)¹⁶⁹. Les obsèques et les services commémoratifs du défunt patriarche de l'EBUV, le vénérable Thich Quang Do — moine bouddhiste et fervent dissident contre le pouvoir¹⁷⁰ — ont été interrompus par les autorités vietnamiennes¹⁷¹.



« Le vénérable Khong Tanh sur le site de la pagode Liên Tri démolie par le gouvernement¹⁷² »

Le caodaïsme

Le régime communiste a sévèrement empêché les adeptes du Cao Dai de pratiquer leur religion en raison des persécutions dont ils font l'objet. À Tay Ninh, l'État interdit aux croyants d'être inhumés dans leur propre cimetière (une pratique en vigueur depuis 1926). Pas plus tard qu'en mars 2020, les autorités ont harcelé les membres de ce groupe et les ont empêchés d'assister à un événement célébrant le 7e anniversaire de la destruction du temple sacré de Tuy An. Le 18 juin 2020, les forces de l'État ont fait irruption dans le temple sacré de Hieu Xuong à Tuy Hoa Phu Yen. En outre, le passeport du leader du caodaïsme, Hua Phi, confisqué en 2014, ne lui a toujours pas été rendu¹⁷³.



« Altercation au temple Hieu Xuong le 18 juin 2020. Photo: Compte Facebook de Công Danhboy. »¹⁷⁴

L'Église catholique

Plusieurs biens appartenant à l'Église, confisqués par l'État après 1975, comme le sous-séminaire de Hoan Thien (Hue), n'ont toujours pas été restitués. D'autres ont été démolis, notamment le Nonce apostolique et le terrain de l'archevêché à Hanoi, la paroisse de Thu Thiem et les disciples de la Croix, l'église paroissiale de Tam Toa à Quang Binh et la paroisse Loc Hung à Saigon. Le monastère de Thien An a été la cible d'attaques répétées. Plusieurs membres du clergé catholique (par exemple le père Dang Huu Nam) ont été victimes d'harcèlement, d'intimidation et d'agressions de la part du gouvernement. Le père Nguyen Van Ly, après plus de 22 ans d'emprisonnement, est toujours détenu pour une durée indéterminée à la maison Huu Duong du diocèse de Hue¹⁷⁵.

L'Église bouddhiste Hoa Hao

Les biens confisqués après 1975 par le régime communiste n'ont toujours pas été restitués. Le gouvernement a également détruit le dernier lieu sacré encore existant, An Hoa Tu, en le dépouillant progressivement de ses éléments historiques et culturels. Des croyants tels que Bui Van Tham, Bui Van Trung et Vuong Van Drop ont été détenus et se sont vu refuser les visites de leur famille. En février et mai 2020, les fidèles n'ont pas pu assister aux célébrations religieuses. Les membres du clergé sont constamment harcelés, il leur est interdit de quitter leur domicile et ils sont interrogés par des fonctionnaires pour avoir critiqué ouvertement le rôle de l'État dans la répression de leurs libertés religieuses¹⁷⁶.

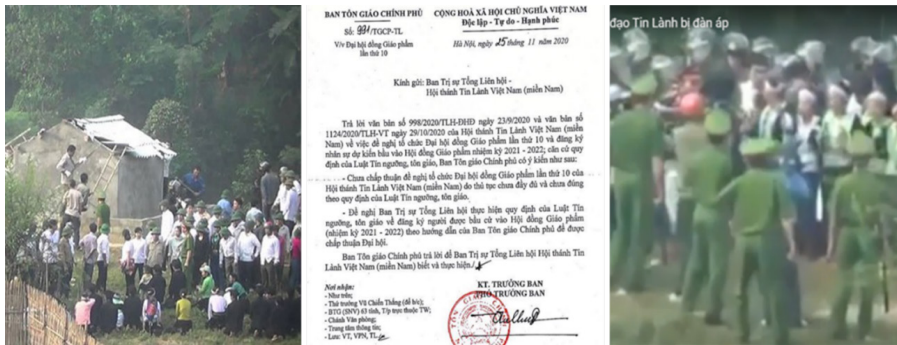


En haut à gauche: Bui Van Trung lors de son procès en février 2018¹⁷⁷, Bui Van Tham¹⁷⁸

En bas à gauche: Nguyen Hoang Nam¹⁷⁹

L'Église protestante

Les églises protestantes sont sous surveillance constante dans tout le pays, y compris les églises ethniques des hauts plateaux du centre (où les fidèles sont connus sous le nom de « Montagnards »). Des membres du clergé, tels que le pasteur Nguyen Trung Ton et le pasteur Dinh Dien, sont toujours emprisonnés. La police d'État continue de surveiller, arrêter et intimider régulièrement les fidèles des églises indépendantes dans tout le pays, y compris les églises ethniques des hauts plateaux du centre¹⁸⁰. Selon une déclaration publiée par l'Église protestante du Vietnam le 25 novembre 2020, la 10e réunion du clergé général prévue du 1er au 3 décembre 2020 n'a pas pu avoir lieu pour des raisons de permis (c'est-à-dire qu'un permis n'a pas été délivré par le Comité des affaires religieuses)¹⁸¹.



*Peuple protestant de H'Mong persécuté*¹⁸²



*Des fidèles protestants manifestent contre la persécution religieuse*¹⁸³

Le cas du monastère de Thiên An

Fondé en 1940 par le père Romain et le père Conrentin, le monastère de Thiên An est situé à 10 km du centre-ville de Hue, à Thuy Bang, niché dans une forêt de pins.¹⁸⁴



*Le monastère de Thiên An au Vietnam*¹⁸⁵

Bien que la loi vietnamienne accorde la reconnaissance au monastère, un différend de longue date oppose le clergé et l'État au sujet du terrain sur lequel le monastère est construit. Le régime communiste entend confisquer plus de 110 hectares de terres forestières protégées qui entourent le monastère. Après l'interdiction faite aux moines de construire un chemin, ceux-ci ont lancé une pétition pour attirer l'attention internationale sur cette répression et la confiscation de terres par l'État. Ils redoutent que le gouvernement manipule la loi en sa faveur pour s'emparer des terres. Les multiples lettres envoyées et les réunions organisées pour tenter de négocier avec les autorités sont demeurées vaines¹⁸⁶.

Le monastère est toujours la cible d'actes d'agression et même de vandalisme de la part du gouvernement, tels que les descentes de la police (allant même jusqu'à pénétrer dans le monastère, menaçant d'occuper les lieux) et la profanation et la destruction de la croix et de la statue de Jésus-Christ, détruites à de multiples reprises au fil des ans. Plus de cinq hectares de terres forestières ont été brûlés depuis mars 2018¹⁸⁷.

La photo ci-dessous a été fournie par ADV





Statue de la Croix du Christ détruite en août 2020¹⁸⁸.



Prisonniers d'opinion



Prisonniers d'opinion

La section qui suit est consacrée aux personnes qui osent courageusement risquer leur sécurité et leur vie pour s'exprimer sur les droits de la personne, la démocratie, la souveraineté, l'environnement et la corruption. Malgré leurs efforts courageux, elles ont été injustement emprisonnées et leurs voix étouffées. En tant que personnes vivant dans une société libre et démocratique, nous nous devons de véhiculer leur message et contribuer à faire résonner davantage leur voix¹⁹⁰.

Les pages suivantes contiennent les noms et les visages de certains prisonniers d'opinion qui ont été réduits au silence derrière les barreaux. Malgré tout, leur message demeure clair et net¹⁹¹.

******Certaines personnes peuvent avoir été libérées, placées en détention à domicile ou se cachent.***

La liste des prisonniers d'opinion a pu être obtenue grâce aux organisations suivantes : Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV), Bao Moi, British Broadcasting Corporation, Human Rights Watch, Radio Free Asia, Saigon Broadcasting Television Network, Special Broadcasting Service, Stop the Crackdown, The Seattle Times, The 88 Project, United States Commission on International Religious Freedom et Voice of America Vietnam¹⁹².

Photos fournies par l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV)



Les photos des personnes suivantes n'ont pu être retracées en ligne:

A Gyun	Kpui Mel	Nguyen Thi Lien	Ta Tan Loc
A Hyum	Ksor Kam	Nguyen Thi Ngoc Ham	Tang Thanh Thuan
A Quyn	Le Nhat Ban	Nguyen Thi Nham	Tran Ho
A Tach	Le Van Khien	Nguyen Toan Trung	Tran Hoang Phuc
A Tik	Le Van Uem	Nguyen Truong Vinh Phuc	Tran Long Phi
Bui Manh Tien	Le Van Tam	Nguyen Tuan Quan	Tran Minh Thien
Bui Thanh Tu	Ngo Duc Duyen	Nguyen Van An	Tran Thanh Phuong
Bui Van T.	Ngo Van Dat	Nguyen Van Hieu	Tran The Ngia
Byuk	Nguyen Chuong	Nguyen Van Hung	Tran Thi Mai Huong
Dan Van Tung	Nguyen Dinh	Nguyen Van Tan	Tran Van Cong
Dang Ngoc Tan	Nguyen Dinh D.	Nguyen Van Thuan	Tran Van Tuan
Dang Van Tuan	Nguyen Duy Sang	Nguyen Van Tien	Tran Van Xi
Dinh Ku	Nguyen Huynh D.	Nguyen Xi	Tran Vu Hai
Dinh Ngo	Nguyen Ngoc Binh	Pham Long Dai	Truong Cong Hieu
Dinh Nong	Nguyen Ngoc Cui	Pham Sang	Truong Minh Tai
Do Van Co	Nguyen Ngoc Sang	Pham Thanh	Truong Quoc Gia Huy
Do Van Ngoc	Nguyen Nhat Thuong	Pham Thanh Nam	Truong Thanh K.
Do Van Tai	Nguyen Nhat Truong	Pham Thi Phuong	Tu Cong Ngia
Do Van Thang	Nguyen Quang Hung	Pham Van Chung	Vo Men
Doan Thi Bich Thuy	Nguyen Quang Thanh	Pham Van Man	Vu Van Ha
Doan Thi Hong	Nguyen Quoc Hoan	Phan Van Lanh	Vuong Van Thuan
Dong Kim Hung	Nguyen Quoc Hue	Puh Bop	Y Driem Nie
Ho Dang Van An	Nguyen Quy Lai	Rmah Hach	Y Hiam Kpa
Ho Thai Ha	Nguyen Quynh Phong	Ro Lan Ky	Y Lao Mio
Ho Thanh Tam	Nguyen Tan Dong	Siu Ben	Y Ty Ksor
Huynh Hau Dat	Nguyen Tan Thong	Siu Bler	Y Yam Hwing
Huynh Van Su	Nguyen Tan Vu	Siu Hom	Y Yich
Kinh Tan Hoach	Nguyen Thanh Phuong	Siu Thai	

Villageois de Dong Tam

Photos fournies par l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV).



Bui,
Thi Duc



Bui,
Thi Noi



Bui,
Van Nien



Bui,
Van Tien



Bui,
Van Tuan



Bui,
Viet Hieu



Bui,
Viet Tien



Dao,
Thi Kim



Le,
Dinh Quang



Le,
Dinh Chuc



Le,
Dinh Cong



Le,
Dinh Doanh



Le,
Dinh Hien



Le,
Dinh Quan



Le,
Dinh Uy



Le,
Thi Loan



Mai,
Thi Phan



Nguyen,
Quoc Tien



Nguyen,
Thi Bet



Nguyen,
Thi Dung



Nguyen,
Thi Lua



Nguyen,
Van Due



Nguyen,
Van Quan



Nguyen,
Van Trung



Nguyen,
Van Tuyen



Nguyen,
Xuan Dien



Tran,
Thi La



Tran,
Thi Phuong



Trinh,
Van Hai

Le cas de Tran Huynh Duy Thuc



« Ne laissez pas ma mort être en vain »

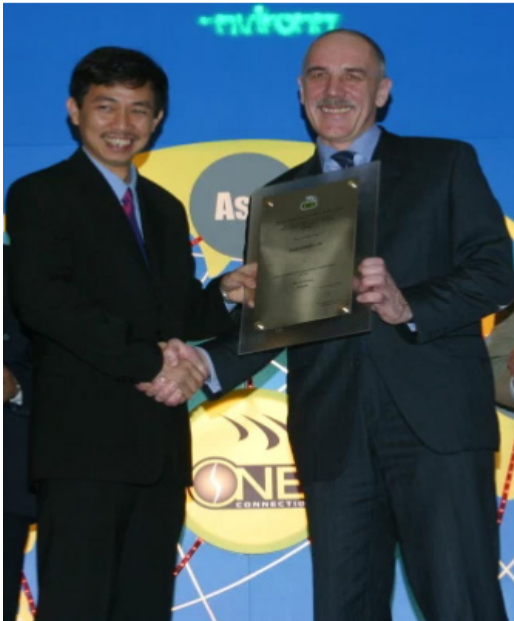
“Hãy tận dụng sự ra đi của tôi”

~ Trần Huỳnh Duy Thức

Le cas de Tran Huynh Duy Thuc

Le 14 janvier 2021, Tran Huynh Duy Thuc a été hospitalisé après une grève de la faim de 50 jours. Il a été admis à l'hôpital Vietnam-Pologne de Nghe An situé dans la ville de Vinh. Malgré le silence absolu (et dans certains cas, le déni pur et simple) des autorités vietnamiennes et du personnel hospitalier, l'ambassade des États-Unis au Vietnam ainsi que les amis et la famille résidant à Nghe An ont pu confirmer l'hospitalisation d'urgence de M. Thuc¹⁹³. Ayant déjà purgé presque 12 ans de sa peine de 16 ans, il exhorte la Haute Cour populaire à examiner sa demande de réduction de peine conformément au *Code pénal* de 2015 (qui prévoit désormais une peine maximale de 5 ans d'emprisonnement)¹⁹⁴.

Cet ingénieur et entrepreneur, autrefois prospère, a fondé une société de services de téléphonie Internet (avec des succursales au Vietnam, aux États Unis et à Singapour) ainsi que le « groupe de recherche Chan » qui se penche sur les questions sociales, économiques et politiques dans son pays et dans le monde entier. Défenseur de la paix, il animait un blog sur certaines de ces questions sous le pseudonyme « Tran Dong Chan »¹⁹⁵. Il est l'un des nombreux prisonniers d'opinion détenus de façon arbitraire. Le 24 mai 2009, on l'a d'abord accusé de « vol de fils téléphoniques », puis inculpé en vertu de l'article 79 du *Code pénal* vietnamien pour « subversion » ou « activités visant à renverser l'administration du peuple », ce qui lui a valu une peine de 16 ans d'emprisonnement¹⁹⁶.



«Lancement de One-Connection Singapore»²⁰⁰

Transféré dans une prison située à plus de 3 000 km de sa famille (centre de détention n° 6 dans la province de Nghe An), M. Thuc, qui souffre d'hypertension et d'hyperglycémie, se voit refuser les droits les plus élémentaires des prisonniers, tels que l'accès à de l'eau bouillie (pour la préparation de nouilles instantanées), des lampes de lecture, un tensiomètre et un glucomètre. Il est en outre confronté à des menaces et à des abus constants et toujours plus nombreux de la part des responsables de la prison, déterminés à lui soutirer de faux aveux pour obtenir une libération conditionnelle¹⁹⁷. Ces privations et ces abus constituent une violation flagrante de l'*Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus* (ONU) (Règles de Nelson Mandela), adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2015¹⁹⁸.

M. Thuc demeure fermement convaincu que la liberté d'expression n'est pas un crime et que son cas doit être réévalué en vertu des dispositions mises à jour du nouveau Code pénal de 2015, qui ne considère plus son « crime » comme de la « subversion ». Il est évident que l'application de la loi au cas de M. Thuc créerait un précédent « dangereux » pour de nombreux prisonniers d'opinion — un précédent que les autorités communistes vietnamiennes ne voudraient évidemment pas créer¹⁹⁹.

Ayant ratifié le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (PIRDCP) en 1982 ²⁰¹, la République socialiste du Vietnam est tenue de respecter et de protéger la liberté d'expression. Elle n'a pas respecté ses obligations internationales au titre d'autres traités internationaux clés en matière de droits de la personne, tels que la *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*, pourtant ratifiée en 2015 ²⁰².

Tran Huynh Duy Thuc a demandé à sa famille de rendre publique sa situation et de transmettre le message suivant:

« Je suis désolé de ne pas avoir pu mener à terme mon combat avec vous tous, mais je vous prie de continuer à avancer sur le chemin afin d'éclairer nos compatriotes et le monde entier, et de poursuivre les batailles pour le respect des droits de la personne. Profitez au maximum de mon départ en poussant cette lutte jusqu'à son heureux dénouement cette année ou l'année qui suivra ²⁰³ ».



Tran Huynh Duy Thuc au cours d'une visite en prison ²⁰⁴.



Arrestation de Tran Huynh Duy Thuc (au dessus)²⁰⁵; Tran Huynh Duy Thuc à son procès (en dessous)²⁰⁶





~~DROITS DE LA PERSONNE~~

Le village de Dong Tam

Le matin du 9 janvier 2020, à 4 h, une attaque de la police de Hanoi et des forces spéciales du gouvernement, soit environ 3 000 agents, a été menée sur le village de Dong Tam, où son chef, M. Le Dinh Kinh, âgé de 84 ans, a été assassiné et plusieurs autres ont été gravement blessés, dont des femmes et des personnes âgées²⁰⁷.

Le gouvernement de la République socialiste du Vietnam saisi injustement des terres dans tout le pays. Parfois les compensations sont « à peine suffisantes pour acheter un bol de nouilles », ce qui a mené certaines personnes à s'enlever la vie²⁰⁸.

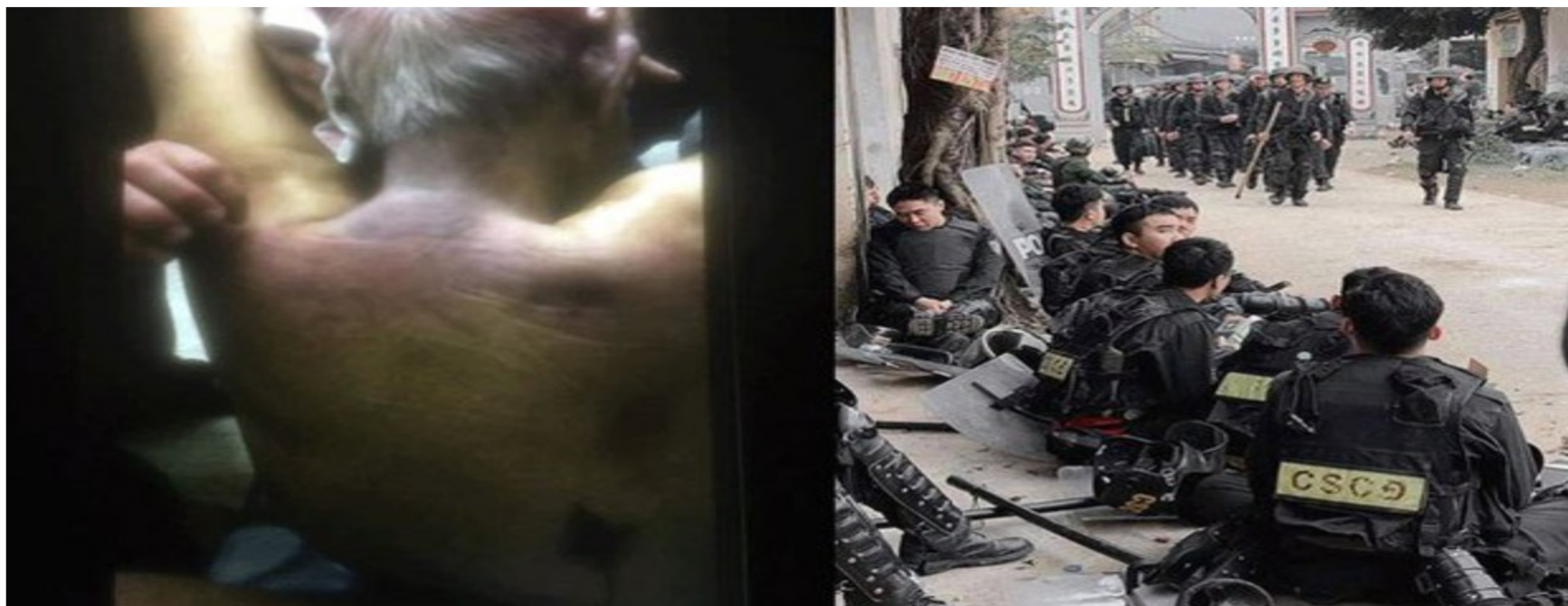
Le 14 septembre 2020, 29 habitants de la commune de Dong Tam ont été arrêtés sous de fausses accusations. Un tribunal de Hanoi a condamné à mort les fils de M. Le Dinh Kinh – MM. Le Dinh Cong et Le Dinh Chuc- tandis que les autres ont été condamnés à des peines allant de la prison à vie, de 2 ans à 18 ans de prison, et de 15 mois avec sursis, au cours du procès des 29 villageois²⁰⁹, dont le seul « crime » était de défendre leur droit à recevoir une compensation adéquate pour leurs terres. Ces peines délibérément exagérées (grossièrement disproportionnées par rapport à la gravité des infractions) ne sont qu'une « démonstration de force²¹⁰ » du Parti communiste au pouvoir pour dissuader les futures collectivités d'exprimer toute forme d'opposition à une maigre compensation pour les confiscations régulières de terres par le gouvernement, terres qui sont destinées à des projets immobiliers lucratifs.



La police antiémeute fait une descente dans le village de Dong Tam au petit matin du 9 janvier 2020²¹¹



Le Dinh Kinh, le chef du village, âgé de 84 ans, a été retrouvé mort à l'intérieur d'une maison.²¹²



De gauche à droite: le corps contusionné du chef Le Dinh Kinh, brutalement assassiné par les forces spéciales (à droite) lors du raid sur le village de Dong Tam en janvier 2020²¹³



Les villageois de Dong Tam attendent le prononcé de leurs peines sur la base de fausses accusations, Hanoi, septembre 2020 ²¹⁴

Le cas de Pham Doan Trang

Pham Doan Trang est une éminente militante des droits de la personne, blogueuse et journaliste. Elle est la cofondatrice de la « Liberal Publishing House » au Vietnam²¹⁵, une organisation à but non lucratif qui s'est vue décernée le Prix Voltaire 2020 par la « International Publishers Association ». Elle est également la fondatrice de « Luật Khoa », un magazine en ligne consacré au domaine du droit ainsi qu'aux droits de la personne²¹⁶. En outre, elle est membre du comité de rédaction de « The Vietnamese », un site d'information indépendant qui sensibilise le public aux droits de la personne et aux questions politiques au Vietnam²¹⁷.



*Madame Pham Doan Trang.*²²³

Mme Pham Doan Trang a été arrêtée et accusée de « propagande antiétatique » quelques heures seulement après la tenue annuelle du dialogue sur les droits de la personne entre les États-Unis et le Vietnam, le 6 octobre 2020. Avec ces accusations portées contre elle (qui relèvent de l'article 117 du Code pénal vietnamien relatif à la « fabrication, au stockage, à la diffusion d'information, de matériel, d'articles dans le but de s'opposer à l'État de la République socialiste du Vietnam »), Mme Trang pourrait être condamnée à une peine allant jusqu'à 20 ans de prison, si elle est reconnue coupable. Elle court un risque imminent et quasi certain de torture et de mauvais traitements pendant sa détention. Malheureusement, ce n'est pas la première fois que Mme Trang est prise pour cible par les autorités vietnamiennes en raison de son travail. Auteure de renommée internationale, lauréate du prix Reporters sans frontières 2019 pour la liberté de presse, et ardente critique du manque de démocratie, de liberté de presse et de la règle de droit au Vietnam, elle a subi une persécution sévère et continue de la part des autorités depuis son retour au pays en 2015²¹⁸.

En septembre 2020²¹⁹, Mme Trang, en collaboration avec le défenseur des droits de la personne américano-vietnamien Will Nguyen, a également publié la troisième édition du rapport Dong Tam²²⁰, qui fait la lumière sur l'attaque brutale des forces spéciales vietnamiennes contre les villageois de Dong Tam²²¹.

Le fait que Mme Trang ait rencontré les responsables du consulat américain à Hô Chi Minh pour discuter des violations des droits de la personne au Vietnam ne fait que renforcer les mesures désespérées prises par le Parti communiste qui caractérisent la répression des droits fondamentaux et des libertés fondamentales universellement consacrées, telles que la liberté d'expression. Il est évident que l'arrestation n'est rien d'autre qu'une « réponse de la terre brûlée²²² » pour faire taire et punir cette courageuse dissidente une fois pour toutes.



Des réfugiés vietnamiens sont transportés lors de l'opération « Passage vers la liberté » en août 1954.²²⁷

Le peuple vietnamien a connu d'énormes obstacles qui ont entraîné le déplacement de millions de personnes tout au long de son histoire tumultueuse marquée par des épisodes de colonialisme, de guerre et d'oppression communiste. Cette section examine certains des événements qui définissent ces périodes.

Opération « Passage vers la liberté » — 1954

En 1954, un million²²⁴ de réfugiés Nord-Vietnamiens et de militaires, ainsi que des Français, ont traversé la frontière par mer, par air et à pied, pour s'établir au sud du Vietnam avec l'aide de la marine américaine et de l'armée française²²⁵. À la fin de la première guerre d'Indochine, conformément aux accords de Genève de 1954, les gouvernements du Vietnam du Nord et du Sud se sont vus accorder 300 jours pour réinstaller tous leurs citoyens qui souhaitaient quitter leur foyer²²⁶.

La chute de Saigon en 1975 et les « réfugiés de la mer »

La chute de Saigon le 30 avril 1975 a été suivie de la plus grande migration de masse de l'histoire moderne: plus de deux millions de personnes ont quitté leur pays, ravagé par la guerre, en quête de liberté. Ces réfugiés sont connus sous le nom de « réfugiés de la mer » ou « boat people »²²⁸.

Bon nombre de réfugiés Vietnamiens ont puisé dans leurs ressources personnelles pour fuir les armées communistes qui avançaient sur le Vietnam du Sud, ce qui a poussé le gouvernement de Hanoi à fermer les frontières du pays. Après la guerre du Vietnam, 65 000 Sud-Vietnamiens ont été exécutés et un million d'autres envoyés en prison ou dans des camps de rééducation, où environ 165 000 sont morts en raison de représailles exercées par les communistes du Nord²²⁹.

Afin de fuir la persécution raciale, ethnique, religieuse et politique, de nombreux réfugiés ont dû s'enfuir par la mer de Chine méridionale sur de petits bateaux bringuebalants, risquant leur vie à chaque instant. Ils ont affronté non seulement des tempêtes meurtrières, mais aussi la maladie et la famine. Les principales causes de décès des réfugiés étaient la noyade ou les attaques menées par des pirates, qui les ont assassinés ou vendus à des fins d'esclavage ou de prostitution. D'après le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 250 000 personnes ont perdu la vie pendant la traversée qui devait les mener vers la liberté et un avenir meilleur. Pour ceux ayant eu plus de chance, ils ont pu arriver vivants dans les camps de réfugiés²³⁰.



Un membre américain de la CIA aide des citoyens du Vietnam du Sud à fuir Saigon en avril 1975, peu avant l'invasion par le Vietnam du Nord²³¹



Réfugiés de la mer attendent d'être secourus²³²

39 victimes au Royaume-Uni

Le 23 octobre 2019, le monde a appris avec consternation et perplexité que 39 citoyens vietnamiens avaient été retrouvés morts dans un camion frigorifique à Essex, dans ce qui a été considéré comme « l'une des catastrophes les plus meurtrières du Royaume-Uni en matière de trafic d'êtres humains²³³ ».

Nous savons que cette tragédie a été traitée comme un incident de traite de personnes, puisque les victimes ont été transportées illégalement par un réseau de trafiquants d'êtres humains. Les victimes, qui sont mortes de froid dans leur quête de liberté, étaient 31 hommes et 8 femmes. La plupart étaient de jeunes adultes et dix d'entre eux étaient des adolescents²³⁴.

Le gouvernement communiste du Vietnam en est responsable en partie. La situation au Vietnam est devenue tellement insupportable que les gens sont prêts à tout pour sortir du pays à la recherche de la liberté et du respect des droits fondamentaux, même si cela implique de mettre leur vie entre les mains de criminels.

En raison du climat général de terreur et de peur qui règne au Vietnam, ses citoyens sont devenus si désespérés qu'ils emploieront tous les moyens nécessaires pour quitter leur pays dans l'espoir d'atteindre la liberté. La répression impitoyable exercée par l'élite dirigeante du Vietnam est caractérisée par des violations flagrantes des droits de la personne, des emprisonnements arbitraires, un niveau de vie médiocre (où le citoyen vietnamien moyen peut à peine nourrir sa famille), et le manque de possibilités d'emploi (pour ne citer que celles-ci). Le gouvernement communiste vietnamien a créé des conditions si déplorables que cela oblige ultimement les gens à chercher la liberté et l'espoir d'une vie meilleure ailleurs.

Au cours des derniers mois, l'enquête en cours de la police du comté d'Essex, avec l'aide d'une équipe d'enquête transfrontalière coordonnée par l'Agence de l'UE pour la coopération judiciaire en matière pénale Eurojust²³⁵, qui comprenait la Belgique, la France, le Royaume-Uni et l'Irlande, a abouti à plusieurs arrestations internationales (au Royaume-Uni, en France, en Belgique et au Vietnam) et à l'inculpation et à la condamnation de certaines personnes impliquées dans ce réseau de trafiquants d'êtres humains²³⁶. Le 22 janvier 2021 à Londres, quatre personnes furent condamnées à purger des peines d'emprisonnement allant de 13 à 27 ans d'emprisonnement²³⁷.



Voici quelques-unes des victimes dont nous avons les noms :
Ces photos ont été fournies par l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV).



Bui,
Phan Than



Bui,
Thi Nhung



Hoang,
Van Tiep



Le,
Van Ha



Nguyen,
Dinh Luong



Nguyen,
Dinh Tu



Nguyen,
Duy Hung



Nguyen
Huy Hung



Nguyen
Van Hung



Pham,
Thi Ngoc Anh



Pham,
Thi Tra My



Tran,
Ngoc Hieu



Tran,
Thi Tho



Vo,
Ngoc Nam



Vo,
Nhan Du



Vo
Van Linh



Sens horaire: Les corps des victimes arrivent dans leurs villages pour les funérailles²³⁹; Les proches sont complètement ébranlés lorsque le corps de Nguyen Van Hung arrive à la maison²⁴⁰; Les proches de John Hoang Van Tiep sont accablés par le chagrin lorsque son cercueil arrive à la maison²⁴¹; Les corps de certaines des victimes arrivant à l'aéroport international de Hanoi le 27 novembre 2019²⁴²

Centre: Les proches de Nguyen Van Hung lui rendent un dernier hommage²⁴³



Noms et villes d'origines des 39 victimes de la tragédie du camion frigorifique à Essex²⁴⁴

Code pénal



L'Assemblée nationale du Vietnam a adopté le Code pénal le 21 décembre 1999.²⁴⁶

Le Vietnam a été élu au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies le 12 novembre 2013, acceptant l'obligation de «respecter les normes les plus élevées en matière de promotion et de protection des droits de la personne», conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Article 79

Activités visant à renverser le gouvernement du peuple

Quiconque mène des activités, ou crée des organisations ou y adhère, en vue de renverser le gouvernement du peuple, est passible des peines suivantes :

1. Les organisateurs, instigateurs et participants actifs, ou les auteurs d'actes ayant des conséquences graves, sont passibles de douze à vingt ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort;
2. Les autres complices sont passibles de cinq à quinze ans d'emprisonnement.

Article 87

Entraves à la mise en œuvre des politiques de solidarité

1. Quiconque se livre à l'un des actes suivants en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de cinq à quinze ans d'emprisonnement :
 - a) Jeter la discorde entre les différentes couches de la population, ou entre le peuple et les forces armées, le gouvernement du peuple ou les organisations sociales;
 - b) Semer la haine, les préjugés ethniques ou la division et la séparation, ou attenter aux droits à l'égalité parmi les communautés ethniques du Vietnam;



Nations Unies: Déclaration universelle des DROITS DE L'HOMME

Assemblée générale à Paris, France - décembre 1948

Article 1

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

c) Jeter la discorde entre religieux et non-religieux, ou entre croyants religieux et le gouvernement du peuple ou les organisations sociales;

d) Compromettre l'application des politiques de solidarité internationale.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de deux à sept ans d'emprisonnement.

Article 88

Propagande dirigée contre la République socialiste du Vietnam

1. Quiconque se livre à l'un des actes suivants contre la République socialiste du Vietnam est passible de trois à douze ans d'emprisonnement :

a) Faire de la propagande contre le gouvernement du peuple, ou le dénigrer ou le diffamer;

b) Mener une guerre psychologique et diffuser des renseignements inventés de toute pièce en vue de déconcerter la population;

c) Produire, détenir ou diffuser des documents ou des produits culturels ayant un contenu défavorable à la République socialiste du Vietnam.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de dix à vingt ans d'emprisonnement.

Article 89

Attenter à la sécurité publique

1. Quiconque vise à s'opposer au gouvernement du peuple en excitant, incitant et regroupant un grand nombre de personnes pour troubler la sécurité publique, s'opposer aux responsables engagés dans leurs fonctions publiques, ou entraver les activités des administrations ou des organisations est passible de cinq à quinze ans d'emprisonnement lorsque l'infraction n'est pas commise dans le cadre de l'article 82 du présent Code.

2. Les autres complices sont passibles de deux à sept ans d'emprisonnement.

Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.



Article 91

Fuir à l'étranger ou faire défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple

1. Quiconque fuit à l'étranger ou fait défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de trois à douze ans d'emprisonnement.
2. Quiconque organise, force ou pousse les autres à fuir à l'étranger ou à y demeurer en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de cinq à quinze ans d'emprisonnement.
3. En cas d'infractions particulièrement graves, l'auteur est passible de douze à vingt ans d'emprisonnement ou de la réclusion à perpétuité.

Article 245

Troubles à l'ordre public

1. Est puni de 1 à 10 millions de dongs d'amende, d'une rééducation sans détention jusqu'à deux ans, ou d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, le fait, pour toute personne, de troubler l'ordre public en causant de graves conséquences ou alors que cette personne a déjà fait l'objet d'une sanction administrative ou d'une condamnation pénale sans avoir été réhabilitée pour le même acte.
2. Cette infraction est assortie d'une peine de deux à sept ans d'emprisonnement quand l'un des éléments suivants est présent :
 - a) Utilisation d'armes ou actes de destruction;
 - b) Bande organisée;
 - c) Entrave grave à la circulation sur les voies publiques ou aux activités publiques;
 - d) Incitation à causer des troubles à l'ordre public;
 - e) Actes de violence à l'égard des personnes qui interviennent pour maintenir l'ordre public;
 - f) Récidive dangereuse.

Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 258

Atteintes aux intérêts de l'État ou aux droits et intérêts légitimes des groupements ou des particuliers par abus de ses droits et libertés

1. Est puni d'un avertissement, d'une rééducation sans détention jusqu'à trois ans, ou d'un emprisonnement de six mois à trois ans, le fait, pour toute personne, par abus de ses libertés d'expression, de presse, de croyance, de religion, d'association ou de tout autre droit et liberté, de porter atteinte aux intérêts de l'État ou aux droits et intérêts légitimes des groupements ou des particuliers.
2. S'il s'agit d'une infraction grave, l'auteur est passible d'une peine de deux à sept ans d'emprisonnement.

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.
2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.



L'Assemblée nationale du Vietnam²⁴⁷ a adopté le nouveau Code pénal le 27 novembre 2015.

Article 117²⁴⁸

Créer, entreposer ou diffuser de l'information, du matériel ou des articles dans le but de s'opposer à la République socialiste du Vietnam

1. Quiconque, dans le but de s'opposer à la République socialiste du Vietnam, commet l'une des infractions suivantes est passible d'une peine d'emprisonnement de 5 à 12 ans :

a) créer, entreposer ou diffuser de l'information, du matériel ou des articles qui renferment de l'information déformée au sujet du gouvernement populaire;

b) créer, entreposer ou diffuser de l'information, du matériel ou des articles qui renferment des renseignements fabriqués dans le but de susciter le désarroi dans la population;

b) créer, entreposer ou diffuser de l'information, du matériel ou des articles dans le but de se livrer à une guerre psychologique.

2. Quiconque est reconnu coupable de l'une des infractions visées au paragraphe 1, et que celle-ci a été commise dans des circonstances aggravantes, est passible d'une peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans.

3. Quiconque complot en vue de commettre l'une des infractions visées au paragraphe 1 est passible d'une peine d'emprisonnement de 1 à 5 ans.

Article 157²⁴⁹

Arrêter, détenir ou emprisonner une personne illégalement

1. Quiconque arrête, détient ou emprisonne une autre personne de manière illégale, sauf dans les situations prévues à l'article 377 du présent Code, est passible d'une peine communautaire maximale de trois ans, ou de six à trente-six mois d'emprisonnement.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de deux à sept ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction a été commise par un groupe organisé;

b) Dans le cadre de l'infraction, le contrevenant a abusé de son poste ou de son pouvoir;

Article 17

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété

Article 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

c) L'infraction a été commise contre un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions;

d) L'infraction a été commise plus d'une fois;

dd) L'infraction a été commise contre 2 personnes ou plus;

e) L'infraction a été commise contre une personne de moins de 18 ans, une femme que le contrevenant savait être enceinte, ou une personne âgée, malade ou sans défense;

g) L'infraction a causé à la victime de grandes difficultés ou une grande souffrance;

h) La victime souffre d'une incapacité mentale ou comportementale de 11 à 45 % en raison de l'infraction.

3. L'infraction est assortie d'une peine de 5 à 12 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction a causé la mort ou le suicide de la victime;

b) La victime a été torturée ou traitée de manière brutale et inhumaine, ou sa dignité a été détruite;

c) La victime souffre d'une incapacité mentale ou comportementale de 46 % ou plus en raison de l'infraction.

4. Il peut être interdit au contrevenant d'occuper certains postes pendant de 1 à 5 ans.

Article 330

Résister à un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions

1. Quiconque a recours à la violence, à des menaces de violence ou à d'autres méthodes pour empêcher un agent de la paix de s'acquitter de ses fonctions ou oblige un agent de la paix à agir à l'encontre de la loi est passible d'une peine communautaire maximale de trois ans, ou de six à trente-six mois d'emprisonnement.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction a été commise par un groupe organisé;

b) L'infraction a été commise plus d'une fois;

c) Le contrevenant a persuadé une autre personne de commettre l'infraction ou l'a incitée à le faire;

Article 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.



d) L'infraction a causé des dommages matériels égaux ou supérieurs à 50 millions de dongs;

dd) Il y a récidive dangereuse.

Article 331

Abuser des libertés démocratiques pour porter atteinte aux intérêts de l'État, ou aux droits et intérêts légitimes des organisations et/ou des citoyens

1. Quiconque abuse de la liberté d'expression, de la liberté de presse, de la liberté de religion, de la liberté d'association ou des autres libertés démocratiques pour porter atteinte aux intérêts de l'État ou aux droits et intérêts légitimes des organisations et des citoyens recevra un avertissement ou sera passible d'une peine communautaire maximale de trois ans, ou d'une peine de six à trente-six mois d'emprisonnement.

2. Si l'infraction nuit à la sécurité ou à l'ordre social, le contrevenant est passible de deux à sept ans d'emprisonnement.

Article 377

Abuser de son poste ou de son pouvoir pour mettre une personne sous garde ou en détention contre la loi

1. Quiconque abuse de son poste ou de son pouvoir pour commettre l'une des infractions suivantes est passible de six à trente-six mois d'emprisonnement :

a) Ne pas rendre une décision permettant la libération d'une personne libérée en vertu de la loi;

b) Rendre une décision disant qu'une personne doit être arrêtée, placée sous garde ou mise en détention alors que cette décision n'est pas fondée sur la loi;

c) Ne pas mettre en œuvre la décision de libérer une personne libérée en vertu de la loi;

d) Arrêter une personne, la placer sous garde ou la mettre en détention soit en l'absence d'une ordonnance ou d'une décision conforme à la loi, soit en vertu d'une ordonnance ou d'une décision qui n'a pas encore pris effet;

Article 24

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

dd) Ne pas émettre une ordonnance ou rendre une décision pour que soit prolongée la période de garde ou de détention; modifier ou annuler la méthode de détention temporaire à la fin de la période de détention temporaire, ce qui a pour effet que les détenus sont gardés en détention au-delà du moment prévu.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de deux à sept ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction concerne de 2 à 5 personnes placées sous garde ou mises en détention de manière illégale;

b) La personne souffre d'une incapacité physique de 31 à 60 % en raison de la garde ou de la détention illégale;

c) L'infraction a causé à la personne détenue ou à sa famille de grandes difficultés ou une grande souffrance;

d) L'infraction a été commise contre une personne de moins de 18 ans, une femme que le contrevenant savait être enceinte, une personne âgée et faible, ou une personne ayant une incapacité physique grave ou extrêmement grave.

3. Cette infraction est assortie d'une peine de 5 à 12 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction concerne 6 personnes ou plus qui ont été placées sous garde ou mises en détention de manière illégale;

b) Le détenu souffre d'une incapacité physique de 61 % ou plus ou est décédé en raison de la garde ou de la détention illégale;

c) Le détenu s'est suicidé en raison de l'infraction;

d) La famille du détenu s'est séparée en raison de l'infraction.

4. Il peut être interdit au contrevenant d'occuper certains postes pendant de 1 à 5 ans.

Article 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Conclusion

Alors que la pandémie de COVID-19 ajoute une couche supplémentaire de complexité à la situation des dissidents au Vietnam qui luttent pour la défense des droits de la personne, le nombre de prisonniers d'opinion languissant dans les prisons et détenus de façon arbitraire et injuste ne cesse d'augmenter.

Bien que l'économie du Vietnam soit florissante et que le pays ait signé ou ratifié plusieurs accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux très lucratifs au cours des dernières années, les avantages matériels n'ont rien fait pour alléger le fait que le Parti communiste du Vietnam continue de diriger d'une main de fer, et qui persiste à violer en toute impunité ses engagements internationaux en matière de droits de la personne. Les appels de groupes internationaux de défense des droits humains et d'intervenants préoccupés semblent rester lettre morte. Les intérêts économiques sont, comme toujours, la considération première et le critère de base sur lequel se fondent les décisions bilatérales et multilatérales. Par conséquent, et si l'on ajoute le ralentissement économique mondial causé par la pandémie de COVID-19, l'intervention internationale sur le piètre bilan du Vietnam en matière de droits de la personne ne s'est avérée que « superficielle » dans certains cas, et totalement inexistante dans d'autres.

Ancien premier ministre du Canada, le très honorable Stephen Harper a bien saisi le dilemme auquel nous sommes souvent confrontés lorsque des intérêts concurrents sont en jeu, notamment quand il s'agit de l'économie et de nos valeurs:

« Je crois que les Canadiens veulent que nous fassions la promotion de nos relations commerciales à l'échelle mondiale, et nous le faisons, mais je ne pense pas que les Canadiens veulent que nous trahissions des valeurs canadiennes importantes. Ils ne le veulent pas au profit du dollar tout-puissant . » [TRADUCTION]²⁴⁵

Le Canada et la communauté internationale ont l'obligation de continuer à condamner la persécution de longue date que le Vietnam exerce contre la dissidence pacifique et sa répression des droits de la personne. En tant que Canadiens, nous devons veiller à ce que nos intérêts économiques ne l'emportent jamais sur nos valeurs fondamentales, les droits de la personne, les libertés universelles, la règle de droit et la démocratie.

NOTES EN FIN DE TEXTE

1 Sénateur Thanh Hai Ngo. (2020). Loi sur la Journée du Parcours vers la liberté. Disponible à l'adresse suivante : <https://senatorngo.ca/fr/bill-s-219fre/>

2 HCR. (2020). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés A/42/12. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.unhcr.org/fr/excom/unhcrannual/4b30a210e/rapport-haut-commissaire-nations-unies-refugies-1987.html>

3 Youtube.com. (2014). Présentation : (1986) Distinction Nansen pour les réfugiés du HCR décernée aux habitants du Canada. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.youtube.com/watch?v=U8TF3pt3xK4&feature=youtu.be>

4 Chambre des communes (2015). M. Hung Nguyen (Révérend, « Interfaith Council of Vietnam ») devant le sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/41-2/SDIR/reunion-73/temoignages>

5 UCAnews. (2017). Membres du « Interfaith Council of Vietnam » détenus au Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.ucanews.com/news/members-of-interfaith-council-detained-in-vietnam/78414>

6 «Interfaith Council of Vietnam. (2020). Reports on Religious Freedom Violations in Vietnam – To: US State Department». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:

<https://hdltnv.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>

7 This picture was taken from the following Vietnamese website. Available at: <https://vietnamthoibao.org/hoi-dong-lien-ton-tuyen-bo-ve-tinh-hinh-viet-nam-va-the-gioi/>

8 « United States Commission on International Religious Freedom (2020). Hopes and fears for religious freedom in Vietnam. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.uscirf.gov/news-room/op-eds/hopes-and-fears-religious-freedom-vietnam>

9 «Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). (2020)». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://rcepsec.org/>

ET

Radio-Canada (2020). 15 pays signent le plus important accord de libre-échange du monde. Disponible à l'adresse suivante :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1749674/accord-libre-echange-asie-pacifique-chine>

10 «GOV.UK. (2020). UK strikes Singapore and Vietnam trade deals, start of new era of trade with Asia». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.gov.uk/government/news/uk-strikes-singapore-and-vietnam-trade-deals-start-of-new-era-of-trade-with-asia>

ET

LeFigaro.fr (2020). Le Royaume-Uni finalise un accord de libre-échange avec le Vietnam. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-royaume-uni-finalise-un-accord-de-libre-echange-avec-le-vietnam-20201211>

11 La photo est tirée du Site web suivant. « EuroFruit (2020). EU and Vietnam sign FTA.» Disponible à l'adresse suivante en anglais seulement:

<http://www.fruitnet.com/eurofruit/article/179116/eu-and-vietnam-sign-fta>

12 Parlement européen. (2020). Calendrier du train législatif 10.2020, ALE UE-Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-international-trade-inta/file-eu-vietnam-free-trade-agreement>

ET

Actualité- Parlement européen (2020). UE-Vietnam: le Parlement approuve les accords de libre-échange et de protection des investissements. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200206IPR72012/le-parlement-approuve-l-accord-de-libre-echange-avec-le-vietnam>

13 Conseil de l'Union européenne (2020). UE-Viêt Nam: le Conseil donne son feu vert définitif à l'accord de libre-échange. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/03/30/eu-vietnam-council-gives-final-green-light-to-free-trade-agreement/>

ET

Parlement européen. (2020). Calendrier du train législatif 10.2020, ALE UE-Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-international-trade-inta/file-eu-vietnam-free-trade-agreement>

14 Commission européenne. (2019). Accord de libre-échange UE-Vietnam — Communiqué de presse conjoint de la commissaire Malström et du ministre Tran Tuan Anh. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=2041&utm_source=dlvr.it&utm_medium=facebook

15 Ramon Tremosa. (2018). 32 MPE envoient une lettre commune à la haute représentante/vice-présidente de la Commission, Federica Mogherini, et la commissaire au Commerce, Cécilia Malmström, leur demandant de faire davantage de progrès en matière de droits de la personne au Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<http://tremosa.cat/noticies/32-meps-send-joint-letter-mrs-mogherini-and-commissioner-malmstrom-ask-more-human-rights-progress-vietnam> [en anglais seulement]

16 Commission européenne. (2018). Lettre à la haute représentante/vice-présidente Federica Mogherini et la commissaire au Commerce Cécilia Malmström aux MEP de l'UE. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.marinhopinto.eu/wp-content/uploads/2018/11/Ares20185389336_Signed-letter.pdf

17 14 MEP demandent des améliorations concrètes en matière de droits de l'homme avant la signature de l'accord commercial UE-Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

https://mariearena.eu/wp-content/uploads/2019/06/Letter-EVFTA_IPA.pdf

18 Commission des affaires étrangères du Parlement européen. (2019). 2018/0356M(NLE) — Avis. Disponible à l'adresse suivante :

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/AFET-AD-641414_FR.pdf

19 Human Rights Watch. (2019). Lettre conjointe des ONG sur l'accord de libre-échange UE-Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.hrw.org/news/2019/11/04/joint-ngo-letter-eu-vietnam-free-trade-agreement>

20 Ibid.

21 Human Rights Watch. (2020). Les ONG demandent au Parlement européen de reporter l'approbation des accords commerciaux UE-Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.hrw.org/news/2020/02/04/ngos-urge-european-parliament-postpone-consent-eu-vietnam-trade-deals>

22 Parlement européen. (2020). Rapport contenant une proposition de résolution non législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam (06050/2019 – C9 – 0023/2019 – 2018/0356(NLE)). Disponible à l'adresse suivante :

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2020-0017_FR.html

23 Parlement européen. (2018). Résolution du Parlement européen du 15 novembre 2018 sur le Viet Nam, notamment la situation des prisonniers politiques (2018/2925(RSP)). Disponible à l'adresse suivante : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2018-0459_FR.html

24 Bibliothèque Numérique des Nations Unies. (2019). <https://digitallibrary.un.org/record/3804649?ln=en> Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Viet Nam (A/HRC/41/7)

Disponible à l'adresse suivante : https://digitallibrary.un.org/record/3804649/files/A_HRC_41_7-FR.pdf *Le rapport peut ensuite être téléchargé en anglais ou en français.

25 Parlement européen. (2020). Calendrier du train législatif 10.2020, ALE UE-Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-international-trade-inta/file-eu-vietnam-free-trade-agreement>

26 Journal officiel de l'Union européenne. (2020). Législation – L 186, Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam. Disponible à l'adresse suivante :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2020:186:FULL&from=FR#page=132>

27 Commission européenne. (2020). Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante: https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2018/september/tradoc_157391.pdf

28 Parlement européen. (2019). Exposé: Accords internationaux en cours — Accords UE-Vietnam en matière de commerce et d'investissement. Disponible à l'adresse suivante:

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/642270/EPRS_BRI\(2019\)642270_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/642270/EPRS_BRI(2019)642270_EN.pdf)

29 Ibid.

30 Parlement européen, Textes adoptés (2021). Résolution du Parlement européen du 21 janvier 2021 sur la situation des droits de l'homme au Viêt Nam, en particulier le cas des journalistes défenseurs des droits de l'homme Pham Chi Dung, Nguyen Tuong Thuy et Le Huu Minh Tuan (2021/2507(RSP)). Disponible à l'adresse suivante :

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0029_FR.html

31 Union européenne, Service action extérieure (2021). Viêt Nam: déclaration du porte-parole concernant la condamnation de trois journalistes. Disponible à l'adresse suivante :

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/91546/node/91546_fr

32 «Radio Free Asia. (2021). European Parliament Calls for Release of Political Prisoners in Vietnam, Cites Dashed Hopes in Trade Deal.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.rfa.org/english/news/vietnam/release-01262021160712.html>

33 «Parliamentary questions (2020). Answer given by Executive Vice-President Dombrovskis on behalf of the European Commission. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-004935-ASW_EN.html

34 Human Rights Watch (2020). UE : Appeler le Vietnam à mener des reformes relatives aux droits humains. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.hrw.org/fr/news/2020/02/18/ue-appeler-le-vietnam-mener-des-reformes-relatives-aux-droits-humains>

ET

Radio Free Asia (2020). Vietnam's Rights Record Deteriorating Despite Regular Dialogue With West: Experts. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.rfa.org/english/news/vietnam/dialogue-02192020172014.html>

Prière de noter qu'il n'y a pas de communiqué de presse affiché sur le site Web du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) au sujet du 10e Dialogue Union européenne-Vietnam sur les droits de la personne. Il y a toutefois d'autres communiqués de presse portant sur certains dialogues antérieurs, tels que le 8e. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

https://eeas.europa.eu/delegations/fiji/59036/8th-eu-vietnam-human-rights-dialogue_hi

35 Radio Free Asia (2019). Jailed Journalist Urges EU Not to Ratify FTA With Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:

<https://www.rfa.org/english/news/vietnam/vietnam-pham-chi-dung-eu-parliament-12032019151213.html>

ET

«The Diplomat (2021) Vietnam's Prisoners of Conscience: 'Like Fish Under the Blade'. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:

<https://thediplomat.com/2021/01/vietnams-prisoners-of-conscience-like-fish-under-the-blade/>

36 Ibid.

37 Human Rights Watch (2020). MEPs: Don't waste your chance to change Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:

<https://www.hrw.org/news/2020/01/15/meps-dont-waste-your-chance-change-vietnam>

38 LaLibre.be (2020). L'eurodéputé Zahradil nie être proche d'Hanoï, mais cède à Geert Bourgeois son poste de rapporteur sur les accords UE-Vietnam. Disponible à l'adresse suivante:

<https://www.lalibre.be/international/europe/les-verts-trouvent-l-eurodepute-zahradil-trop-proche-du-vietnam-5deea0a0d8ad58130dc9bb79>

39 «Fighting over Senh Field : A Report on the Dong Tam Village Attack.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:

<https://safeguarddefenders.com/sites/default/files/Dong%20Tam%20report.pdf>

- 40 Eutoday (2020). EU “lacks in-depth knowledge about Chinese & Vietnamese totalitarian regimes. Disponible en anglais seulement à l’adresse suivante : <https://eutoday.net/news/business-economy/2020/eu-vietnam-trade-agreement>
- 41 Gouvernement du Canada. (2020). PTPGP. Texte disponible à l’adresse suivante : <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/index.aspx?lang=fra>.
- 42 Ibid.
- 43 Ibid.
- 44 Gouvernement du Canada. (2019). Déclaration de la ministre Ng au sujet de l’Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste, un an après: <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2019/12/declaration-de-la-ministre-ng-au-sujet-de-laccord-de-partenariat-transpacifique-global-et-progressiste-un-an-apres.html>
- 45 « Vietnam Times. (2019). Vietnam posts trade surplus with other CPTPP members ». Disponible en anglais seulement à l’adresse suivante : <https://vietnamtimes.org.vn/vietnam-posts-trade-surplus-with-other-cptpp-members-13435.html>
- 46 Gouvernement du Canada. (2020). Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) — Déclaration à l’occasion de la troisième réunion de la Commission : https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/2020-08-06-cptpp-statement_declaration-ptpgp.aspx?lang=fr
- 47 Ibid.
- 48 Rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (2017). Les accords de libre-échange : un levier de prospérité économique. Texte du rapport disponible à l’adresse suivante : https://senCanada.ca/content/sen/committee/421/AEFA/reports/FreeTradeReport_f.pdf
- 49 Gouvernement du Canada. (2017). Texte du PTP consolidé — Instruments impliquant le Canada. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-tp/text-texte/instruments.aspx?lang=fra>
- 50 Sénateur Thanh Hai Ngo. (2019). Situation des droits de la personne au Vietnam 2019-2020. Disponible à l’adresse suivante : https://senatorngo.ca/wp-content/uploads/2019/10/Final_FR.pdf
- 51 Gouvernement du Canada. (2018). Vietnam — Instruments impliquant le Canada. Disponible à l’adresse suivante : https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/text-texte/sl_la-vietnam.aspx?lang=fra
- 52 Conseil des droits de l’homme des Nations Unies (2019). À propos de l’EPU. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.ohchr.org/FR/hrbodies/upr/pages/basicfacts.aspx>
- 53 Conseil des droits de l’homme des Nations Unies (2019). Examen périodique universel — Vietnam. Disponible à l’adresse suivante : <https://www.upr-info.org/fr/review/Viet-Nam>.
- 54 Sénateur Thanh Hai Ngo. (2019). Situation des droits de la personne au Vietnam 2019-2020, p. 21 : https://senatorngo.ca/wp-content/uploads/2019/10/Final_FR.pdf
- 55 FIDH - Fédération internationale pour les droits humains (2019). Notre organisation : <https://www.fidh.org/fr/qui-sommes-nous/notre-organisation/>.
- 56 FIDH — Fédération internationale pour les droits humains (2020). : https://www.fidh.org/IMG/pdf/bio-debbie_stothard-fr.pdf
- 57 FIDH — Fédération internationale pour les droits humains (2019). «Government refuses to make key commitments during UN rights review.» Disponible en anglais seulement à l’adresse suivante : <https://www.fidh.org/en/region/asia/vietnam/government-refuses-to-make-key-commitments-during-un-rights-review>
- 58 « Human Rights Watch. (2019). Vietnam – Events of 2019 ». Disponible en anglais seulement à l’adresse suivante : <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/vietnam#:~:text=Vietnam%20did%20little%20to%20improve%20its%20abysmal%20human%20rights%20record%20in%202019.&text=In%20January%2C%20Vietnam%20presented%20an,Human%20Rights%20Council%20in%20Geneva>.
- 59 Ibid.

- 60 FIDH – Fédération internationale pour les droits humains. (2019). « Government refuses to make key commitments during UN rights review ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.fidh.org/en/region/asia/vietnam/government-refuses-to-make-key-commitments-during-un-rights-review>
- 61 UPRInfo. (2019). Responses to Recommendations – Vietnam, Third Review Session 32. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/viet_nam/session_32_-_january_2019/2rps_vietnam.pdf
- Voir aussi : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/UPR/Pages/VNIndex.aspx>
- 62 Nation Unies, Assemblée générale, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel – Viet Nam. Disponible à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/A/HRC/26/6>
- ET
- « UPRInfo. (2014). Responses to Recommendations – Vietnam, Second Review Session 18 ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/viet_nam/session_18_-_january_2014/recommendations_and_pledges_viet_nam_2014.pdf
- 63 Nation Unies, Assemblée générale, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel – Viet Nam. Disponible à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/A/HRC/12/11>
- ET
- « UPRInfo. (2009). Responses to Recommendations – Vietnam ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/viet_nam/session_5_-_may_2009/recommendationstovietnam2009.pdf
- 64 Nation Unies, Assemblée générale, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel – Viet Nam. Disponible à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/A/HRC/41/7>
- ET
- « UPRInfo. (2019). Responses to Recommendations – Vietnam, Third Review Session 32 ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/viet_nam/session_32_-_january_2019/2rps_vietnam.pdf
- Voir aussi : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/UPR/Pages/VNIndex.aspx>
- 65 « GOV.UK (2020). UK strikes Singapore and Vietnam trade deals, start of new era of trade with Asia. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.gov.uk/government/news/uk-strikes-singapore-and-vietnam-trade-deals-start-of-new-era-of-trade-with-asia>
- 66 « CITYA.M (2020), UK signs free-trade deals with Vietnam and Singapore. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.cityam.com/uk-signs-free-trade-deals-with-vietnam-and-singapore/>
- 67 Ibid.
- 68 « GOV.UK (2020). UK strikes Singapore and Vietnam trade deals, start of new era of trade with Asia. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.gov.uk/government/news/uk-strikes-singapore-and-vietnam-trade-deals-start-of-new-era-of-trade-with-asia>
- 69 « U.S. Department of State (2020). 2020 U.S.-Vietnam Human Rights Dialogue. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://2017-2021.state.gov/2020-u-s-vietnam-human-rights-dialogue/index.html>
- 70 Amnesty International (2020). Viêt-Nam. Une éminente défenseure des droits humains a été arrêtée et risque fortement d'être torturée. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/viet-nam-human-rights-champion-arrested-at-grave-risk-of-torture/>
- ET
- « Reuters. (2020). Vietnam detains activist hours after human rights meeting with U.S. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.reuters.com/article/us-vietnam-security-idUSKBN26S0RT>
- 71 « Human Rights Watch. (2020). Vietnam – Events of 2019. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/vietnam>

72 Ibid.

73 Ibid.

74 Ibid.

75 République socialiste du Vietnam, journal en ligne du gouvernement (2020). « VN confirms three new cases of Covid-19. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<http://news.chinhphu.vn/Home/VN-confirms-three-new-cases-of-Covid19/202012/42422.vgp>

76 Ibid.

77 LeFigaro.fr (2020). Coronavirus: comment le Vietnam a limité la propagation du virus. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.lefigaro.fr/international/coronavirus-comment-le-vietnam-a-limite-la-propagation-du-virus-20200419>

78 « The Diplomat. (2020). « Why Are Peaceful Human Rights Activists Still Behind Bars in Vietnam? ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://thediplomat.com/2020/07/why-are-peaceful-human-rights-activists-still-behind-bars-in-vietnam/>

79 LePoint.fr (2020). Pandémie : l'ONU critique le durcissement de la censure en Chine et d'autres pays d'Asie. Disponible à l'adresse suivante :

https://www.lepoint.fr/monde/pandemie-l-onu-critique-le-durcissement-de-la-censure-en-chine-et-d-autres-pays-d-asie-03-06-2020-2378369_24.php

ET

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (2020). « Asia: Bachelet alarmed by clampdown on freedom of expression during COVID-19. » Disponible en anglais seulement

à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25920&LangID=E>

80 HRF.org. (2020). « Vietnam's COVID Success Belies Escalating Crackdown on Rights. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

https://hrf.org/press_posts/vietnams-covid-success-belies-escalating-crackdown-on-rights/

81 Ibid.

82 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (2020). Asia: Bachelet alarmed by clampdown on freedom of expression during COVID-19. Disponible en anglais seulement

à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25920&LangID=E>

83 HRF.org. (2020). Vietnam's COVID Success Belies Escalating Crackdown on Rights. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

https://hrf.org/press_posts/vietnams-covid-success-belies-escalating-crackdown-on-rights/

84 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (2020). « Asia: Bachelet alarmed by clampdown on freedom of expression during COVID-19. » Disponible en anglais

seulement à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25920&LangID=E>

85 « Island Health. (2021). Data, Outbreaks and Public Exposures. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.islandhealth.ca/learn-about-health/covid-19>

86 Organes de traités des Nations Unies sur les droits de l'homme. (2019). Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies : Observations finales concernant le troisième rapport périodique du Viet Nam* (CCPR/C/VNM/CO/3). Disponible à l'adresse suivante :

https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR/C/VNM/CO/3&Lang=Fr

87 Ibid.

88 Amnistie internationale. (2021). Les nouvelles instances dirigeantes doivent saisir l'occasion de remédier au déclin des droits humains. Disponible à l'adresse suivante :

<https://amnistie.ca/sinformer/2021/viet-nam/les-nouvelles-instances-dirigeantes-doivent-saisir-loccasion-de-remedier-au>

ET

Amnesty International (2020). «Let us Breathe!: Censorship and criminalization of online expression in Viet Nam». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.amnesty.org/en/documents/asa41/3243/2020/en/>

89 Ibid.

90 Ibid.

91 Ibid.

92 Ibid.

93 Ibid.

94 «Radio Free Asia. (2020). Vietnamese Court Indicts Leaders of Independent Journalists Association». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.rfa.org/english/news/vietnam/ijavn-11112020194743.html>

95 Amnistie internationale. (2020). «VIET NAM: LET US BREATHE! CENSORSHIP AND CRIMINALIZATION OF ONLINE EXPRESSION IN VIET NAM. ». Accessible à l'adresse suivante :

<https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA4132432020ENGLISH.pdf>

96 This picture of Dr. Pham Dung can only be found on the following Vietnamese website (where it was taken from), available at:

<https://www.rfa.org/vietnamese/news/vietnamnews/leaders-of-vn-independent-journalists-face-sentences-up-to-20-years-11112020080014.html>

97 Radio Free Asia. (2021). Vietnamese RFA Blogger Jailed For 11 Years on Anti-State Charge. Available at: <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/jailed-01052021123254.html>

98 «Defend the Defenders. (2021). Prominent Dissident Pham Chi Dung Decides not to Appeal His 15-year-imprisonment Sentence.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.vietnamhumanrightsdefenders.net/2021/01/24/prominent-dissident-pham-chi-dung-decides-not-to-appeal-his-15-year-imprisonment-sentence/>

99 Reuters (2021). Vietnam : Lourdes peines de prisons pour des journalistes indépendants critiques du régime. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.reuters.com/article/vietnam-securit-proces-idFRKBN29A18M>

100 Parlement européen, Textes adoptés (2021). Résolution du Parlement européen du 21 janvier 2021 sur la situation des droits de l'homme au Viêt Nam, en particulier le cas des journalistes défenseurs des droits de l'homme Pham Chi Dung, Nguyen Tuong Thuy et Le Huu Minh Tuan (2021/2507(RSP)). Disponible à l'adresse suivante :

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0029_FR.html

101 Union européenne, Service action extérieure (2021). Viêt Nam: déclaration du porte-parole concernant la condamnation de trois journalistes. Disponible à l'adresse suivante :

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/91546/node/91546_fr

102 «Radio Free Asia. (2021). European Parliament Calls for Release of Political Prisoners in Vietnam, Cites Dashed Hopes in Trade Deal.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/release-01262021160712.html>

103 Ces photos ne peuvent être trouvées que sur le site Web vietnamien suivant (d'où elles ont été tirées), accessible à l'adresse suivante :

<https://www.rfa.org/vietnamese/news/vietnamnews/leaders-of-vn-independent-journalists-face-sentences-up-to-20-years-11112020080014.html>

104 Amnistie internationale (2020). « VIET NAM: LET US BREATHE! CENSORSHIP AND CRIMINALIZATION OF ONLINE EXPRESSION IN VIET NAM. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA4132432020ENGLISH.pdf>

105 Ibid.

106 Les photos de Trinh Ba Tu sont tirées du site Web de Radio Free Asia suivant. «Father of Vietnamese Hunger Striker Turned Away, Threatened by Police.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/father-08272020165936.html>

107 Ces photos ne peuvent être trouvées que sur le site Web vietnamien suivant (d'où elles ont été tirées), accessible à l'adresse suivante :

<https://www.voatiengviet.com/a/viet-nam-bat-giam-6-nguoi-vi-tuyen-truyen-chong-nn-trong-1-ngay/5477069.html>

108 Amnistie internationale (2020). « VIET NAM: LET US BREATHE! CENSORSHIP AND CRIMINALIZATION OF ONLINE EXPRESSION IN VIET NAM. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA4132432020ENGLISH.pdf>

109 Amnistie internationale Royaume-Uni. (2018). Viêt-Nam. La répression de la liberté d'expression se poursuit : cinq personnes incarcérées. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/10/viet-nam-relentless-crackdown-freedom-speech-five-more-jailed/>

110 Ibid.

111 «Radio Free Asia. (2019). Five Vietnamese Activists Shout Down Judge After Subversion Appeals Rejected». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/trial-activists-03182019173557.html>

112 Ces photos sont tirées du site Web de « Radio Free Asia (2019). Five Vietnamese Activists Shout Down Judge After Subversion Appeals Rejected. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/trial-activists-03182019173557.html>

113 Viet Tan Actualités (2019). Un Australien détenu au Vietnam, Chau Van Kham, investigué pour un crime passible de la peine de mort. Disponible à l'adresse suivante : <https://viettan.org/fr/un-australien-detenu-au-vietnam-chau-van-kham-investigue-pour-un-crime-passible-de-la-peine-de-mort/>

ET

«The Guardian. (2020). Jailed Australian democracy activist has 'disappeared' inside Vietnam's prison system.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/world/2020/jun/07/jailed-australian-democracy-activist-has-disappeared-inside-vietnams-prison-system>

114 «The Guardian. (2019). Terrorist claim against Australian man in Vietnam 'absolutely false', his wife says». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/world/2019/nov/11/terrorist-claim-against-australian-man-in-vietnam-absolutely-false-his-wife-says>

115 «The Guardian. (2020). Jailed Australian democracy activist has 'disappeared' inside Vietnam's prison system.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/world/2020/jun/07/jailed-australian-democracy-activist-has-disappeared-inside-vietnams-prison-system>

116 «The Guardian. (2019). 'Please, bring him back': family fear Australian democracy activist will die in Vietnamese jail.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/australia-news/2019/dec/07/please-bring-him-back-family-fear-australian-democracy-activist-will-die-in-vietnamese-jail>

117 « ABC News. (2021). Australian Van Kham Chau subject to 'hard labour' in Vietnamese prison, former inmate says. » Disponible en anglaise seulement à l'adresse suivante : <https://www.abc.net.au/news/2021-01-13/van-kham-chau-subject-to-hard-labour-in-vietnamese-prison/13053558>

118 Cette photo est tirée du site Web suivant. Taipei Times. (2019). Vietnam jails Australian citizen on terror charges. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.taipeitimes.com/News/world/archives/2019/11/12/2003725704>

119 «International Publishers Association. (2020). Vietnam's Liberal Publishing House awarded 2020 Prix Voltaire.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.internationalpublishers.org/news/985-vietnam-s-liberal-publishing-house-awarded-2020-prix-voltaire>

ET

Amnistie internationale (2020). Viêt-Nam. Une éminente défenseure des droits humains a été arrêtée et risque fortement d'être torturée. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/viet-nam-human-rights-champion-arrested-at-grave-risk-of-torture/>

120 Le projet 88 pour la liberté d'expression au Vietnam. (2020). « Liberal Publishing House: "We write for you to read". » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://the88project.org/wp-content/uploads/2020/06/LIBERAL-PUBLISHING-HOUSE-profile-bia-2.pdf>

121 «International Publishers Association. (2020). Vietnam's Liberal Publishing House awarded 2020 Prix Voltaire. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.internationalpublishers.org/news/985-vietnam-s-liberal-publishing-house-awarded-2020-prix-voltaire>

- 122 « BBC.com. (2020). Pham Doan Trang: Vietnam arrests leading pro-democracy blogger. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante: <https://www.bbc.com/news/world-asia-54452851#:~:text=Pham%20Doan%20Trang%3A%20Vietnam%20arrests%20leading%20pro%2Ddemocracy%20blogger,-7%20October&text=Vietnam%20has%20arrested%20a%20prominent,carrying%20out%20anti%2Dstate%20activities>
- 123 « Amnesty International » et « Human Rights Watch. (2019). VIET NAM: STOP INTIMIDATION AND HARASSMENT OF INDEPENDENT PUBLISHING HOUSE. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA4114762019ENGLISH.pdf>
- 124 This picture was taken from the following website. The 88 Project for Free Speech in Vietnam. (2020). Liberal Publishing House: "We write for you to read.". Available at: <https://the88project.org/wp-content/uploads/2020/06/LIBERAL-PUBLISHING-HOUSE-profile-bia-2.pdf>
- 125 « Human Rights House Foundation (2020). Freedom of assembly. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://humanrightshouse.org/we-stand-for/freedom-of-assembly/>
- 126 « Brookings Institute (2019). How can Vietnam avoid the middle-income trap? » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2019/05/16/how-can-vietnam-avoid-the-middle-income-trap/#:~:text=Following%20three%20decades%20of%20virtually,a%20thriving%20middle%2Dincome%20economy.&text=Vietnam's%20per%20capita%20income%20is,percent%20of%20the%20global%20average>
- 127 Le courrier du Vietnam (2020). Le Vietnam devrait afficher la croissance du PIB la plus élevée d'Asie en 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://lecourrier.vn/le-vietnam-devrait-afficher-la-croissance-du-pib-la-plus-elevee-dasie-en-2021/867441.html>
- 128 « BBC.com. (2020). Luật Đặc khu bị phản đối, nhưng sao VN quyết mở khu kinh tế Vân Đồn? » <https://www.bbc.com/vietnamese/vietnam-52749462> (traduit de l'original vietnamien à l'anglais - voir la traduction non officielle en annexe).
- 129 Chine Magazine (2019). 106,7 milliards de dollars d'échanges entre la Chine et le Vietnam. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.chine-magazine.com/1067-milliards-de-dollars-dechanges-entre-la-chine-et-le-vietnam/?pr=145395&lang=en>
- 130 « Lowry Institute (2020). Asia - South China Sea » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante: <https://www.lowyinstitute.org/issues/south-china-sea>
- 131 « Centre for Strategic & International Studies (CSIS). (2020). China Power Project - How Much Trade Transits the South China Sea? » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://chinapower.csis.org/much-trade-transits-south-china-sea/#easy-footnote-bottom-1-3073>
- 132 « Lowry Institute (2020). Asia —South China Sea. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.lowyinstitute.org/issues/south-china-sea>
- 133 Bureau du sénateur Thanh Hai Ngo. (2017). Exposé de position : Le conflit en mer de Chine méridionale : https://senatorngo.ca/wp-content/uploads/2017/02/2017-02-15_Sen.Ngo_Position-Paper_SCS_F.pdf
- 134 « Lowry Institute (2020). Beijing's line on the South China Sea: "Nothing to see here". » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpretor/beijing-s-line-south-china-sea-nothing-to-see-here>
- 135 Asie Pacifique (2018). La Chine militarise la Mer de Chine méridionale comme jamais. Disponible à l'adresse suivante : <https://asiepacifique.fr/chine-militarisation-mer-de-chine-meridionale-asiepacifiquenews/>
- ET
- « The Council on Foreign Relations (2020). China's Maritime Disputes. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.cfr.org/interactives/chinas-maritime-disputes?cid=otr-marketing_use-china_sea_In%C2%ACfoGuide#!/chinas-maritime-disputes?cid=otr-marketing_use-chi%C2%ACna_sea_InfoGuide
- 136 « Council on Foreign Relations (2020). Vietnam's Response to the United States' Changing Approach to the South China Sea.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.cfr.org/blog/vietnams-response-united-states-changing-approach-south-china-sea>

137 La Croix (2016). Le rôle du tribunal de La Haye dans le conflit en mer de Chine. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/La-Haye-statue-conflit-Chine-2016-07-12-1200775281>

ET

« Thediplomat.com (2016). PCA Case N° 2013-19: AN ARBITRAL TRIBUNAL CONSTITUTED UNDER ANNEX VII TO THE 1982 UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://thediplomat.com/wp-content/uploads/2016/07/thediplomat_2016-07-12_09-15-50.pdf.

« Thediplomat.com. (2016). Press Release from the Permanent Court of Arbitration. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

https://thediplomat.com/wp-content/uploads/2016/07/thediplomat_2016-07-12_09-15-37.pdf

138 « The New York Times. (2016). « Tribunal Rejects Beijing's Claims in South China Sea ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.nytimes.com/2016/07/13/world/asia/south-china-sea-hague-ruling-philippines.html>

139 Ibid.

140 « Council on Foreign Relations. (2020). Vietnam's Response to the United States' Changing Approach to the South China Sea. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.cfr.org/blog/vietnams-response-united-states-changing-approach-south-china-sea>

141 Ibid.

142 Ibid.

143 « CNN.com (2020). The tiny islands that could explode the China-Vietnam relationship. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.cnn.com/2019/08/29/asia/vietnam-china-paracel-islands-intl-hnk/index.html>

144 « BBC.com (2014). China-Vietnam tensions: Beijing vows to continue drilling. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-asia-27434945>

145 Sénat du Canada (2018). Débats du Sénat, rapport officiel (Hansard) du mardi 24 avril 2018. Disponible à l'adresse suivante :

https://sencanada.ca/fr/content/sen/chamber/421/debates/196db_2018-04-24-f

146 Sénateur Thanh Hai Ngo (2018). Motion au sujet de la situation en mer de Chine méridionale. Disponible à l'adresse suivante :

<https://senatorngo.ca/fr/motion-au-sujet-de-la-mer-de-chine-meridionale/>

147 Sénateur Thanh Hai Ngo (2018). Déclaration concernant l'adoption d'une motion au sujet de la situation en mer de Chine méridionale. Disponible à l'adresse suivante :

<https://senatorngo.ca/fr/declaration-concernant-ladoption-dune-motion-au-sujet-de-la-situation-en-mer-de-chine-meridionale/>

148 RFI (2018). Vietnam : des manifestants dénoncent la création de zones économiques spéciales. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.rfi.fr/fr/asia-pacifique/20180615-vietnam-manifestants-zones-economiques-speciales-cyber-securite>

ET

« Thevietnamese (2018). FAQs about the Special Economic Zones and Vietnam's SEZ Draft Bill. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.thevietnamese.org/2018/08/faqs-about-the-special-economic-zones-and-vietnams-sez-draft-bill/>

149 G, Nguyen (2018, June 11). « Vietnam detains 100 after anti-China economic zone protests turn violent. BBC News. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.bbc.com/news/world-asia-44436019>

150 « Human Rights Watch (2019). Vietnam – Events of 2018. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/vietnam>

151 Hespress (2018). Vietnam : des manifestants dénoncent la création de zones économiques spéciales. Disponible à l'adresse suivante :

<https://www.rfi.fr/fr/asia-pacifique/20180615-vietnam-manifestants-zones-economiques-speciales-cyber-securite>

152 H. David (2019, May 30). « Vietnam seeks to slow China inflows. Asia Times. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.asiatimes.com/2019/05/article/vietnam-seeks-to-slow-china-inflows/>

153 Vietnam+ (2020). « Van Don EZ's management board founded. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://en.vietnamplus.vn/van-don-ezs-management-board-founded/173503.vnp>

154 « People's Army Newspaper (2020). Van Don EZ's management board founded. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://en.qdnd.vn/economy/news/van-don-ez-s-management-board-founded-516802>

155 BBC.com (2020). « Luật Đặc khu bị phản đối, nhưng sao VN quyết mở khu kinh tế Vân Đồn? » Disponible à l'adresse suivante: <https://www.bbc.com/vietnamese/vietnam-52749462>

(Source fournie par l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV) disponible uniquement en vietnamien. Une traduction non officielle anglaise / française peut être obtenue par traduction en ligne ou directement via le navigateur Web Chrome).

156 Alamy. (2014). Cliché de banque de photographies : <https://www.Alamy.Com/anti-china-protester-le-hoang-r-joins-fellow-protesters-as-they-hold-a-banner-and-chant-anti-china-slogans-during-a-gathering-to-mark-the-40th-anniversary-of-the-chinese-occupation-of-the-disputed-paracels-islands-in-the-south-china-sea-in-hanoi-january-19-2014-clashes-between-chinese-forces-and-the-south-vietnamese-navy-on-january-19-1974-killed-74-vietnamese-naval-sailors-and-resulted-in-china-gaining-control-over-the-paracels-the-banner-reads-next-year-in-paracels-reuterskham-vietnam-tags-politics-civil-unrest-anniversary-image377227824.html>

157 BBC.com (2020). « Luật Đặc khu bị phản đối, nhưng sao VN quyết mở khu kinh tế Vân Đồn? » Disponible à l'adresse suivante: <https://www.bbc.com/vietnamese/vietnam-52749462>

(Source fournie par l'Alliance pour la démocratie au Vietnam (ADV) disponible uniquement en vietnamien. Une traduction non officielle anglaise / française peut être obtenue par traduction en ligne ou directement via le navigateur Web Chrome).

158 Ibid.

159 Photo prise de : « Eurasia Review. (2020). Small Chinese Islets in South China Sea Show New Construction. » :

<https://www.eurasiareview.com/06112020-small-chinese-islets-in-south-china-sea-show-new-construction/>

*Malheureusement, aucune image avec les descriptions en français n'a pu être trouvée, mais étant donné l'importance de cette image, il fut décidé de l'inclure quand même.

160 Photo prise de : « VIETNAMTIMES.ORG.VN (2020). BenarNews: Small islets show China's alleged new construction in South China Sea (Bien Dong Sea) » :

<https://vietnamtimes.org.vn/benarnews-small-islets-show-chinas-alleged-new-construction-in-south-china-sea-bien-dong-sea-25696.html>

161 Nations Unies. Assemblée générale, Rapport sur l'intolérance religieuse établi par le Rapporteur Spécial de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1999/58/Add.2). Disponible à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/E/CN.4/1999/58>

ET

Nations Unies. Assemblée générale, Rapport intérimaire sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction établi le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (A/54/386). Disponible à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/A/54/386>

162 Human Rights Watch. (2020). Vietnam — événements de 2019. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/vietnam> (en anglais seulement).

163 Ibid.

164 Chambre des communes (2015). M. Hung Nguyen (Révérend, « Interfaith Council of Vietnam ») devant le sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/41-2/SDIR/reunion-73/temoignages>

165 Human Rights Watch. (2020). Vietnam — événements de 2019. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/vietnam>

- 166 « United States Commission on International Religious Freedom. » (2020). Mise à jour du pays : Vietnam. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/eoir/page/file/1283926/download#:~:text=The%20number%20of%20individuals%20in,compared%20to%2075%20in%202013>
- 167 Image tirée du site Web suivant : Human Rights Watch. (2018) : <https://www.hrw.org/news/2018/02/09/vietnam-end-repression-against-religious-activists>
- 168 Ibid.
- 169 « Interfaith Council of Vietnam. » (2020). Rapport sur les violations de la liberté de religion au Vietnam – au : Département d'État américain. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://hdltn.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>
- 170 The Washington Post. (2020). Thich Quang Do, moine bouddhiste dissident du Vietnam, meurt à l'âge de 91 ans. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/thich-quang-do-vietnam-dissident-buddhist-monk-dies-at-91/2020/02/25/e179c012-5806-11ea-ab68-101ecfec2532_story.html
- 171 Organisation du Vietnamthoibao. (2020). La version anglaise apparaît immédiatement après le texte vietnamien sur le site web. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://vietnamthoibao.org/hoi-dong-lien-ton-tuyen-bo-ve-tinh-hinh-viet-nam-va-the-gioi/>
- 172 « Interfaith Council of Vietnam ». (2020). Rapport sur les violations de la liberté de religion au Vietnam présenté au Département d'État américain. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://hdltn.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>
- 173 Organisation du Vietnamthoibao. (2020). La version anglaise seulement apparaît immédiatement après le texte vietnamien sur le site web. Disponible à l'adresse suivante : <https://vietnamthoibao.org/hoi-dong-lien-ton-tuyen-bo-ve-tinh-hinh-viet-nam-va-the-gioi/>
- 174 Tiré du site web suivant : Bulletin de la religion vietnamienne de juin 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.thevietnamese.org/2020/08/religion-bulletin-june-2020/>
- 175 « Interfaith Council of Vietnam. » (2020). Rapport sur les violations de la liberté de religion au Vietnam présenté au Département d'État américain. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://hdltn.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>
- 176 Ibid.
- 177 Photo tirée du site Web Défendre les défenseurs (2018). Les militants religieux emprisonnés suivants : Bui Van Trung, Nguyen Hoang Nam battus puis transférés plus loin après avoir protesté contre le travail forcé. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.vietnamhumanrightsdefenders.net/2018/11/27/imprisoned-religious-activists-bui-van-trung-nguyen-hoang-nam-beaten-transferred-further-away-after-protesting-forced-labor/>
- 178 Photo tirée du site Web Human Rights Watch. (2018). Vietnam : Mettre fin à la répression contre les militants religieux. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/news/2018/02/09/vietnam-end-repression-against-religious-activists>
- 179 Ibid.
- 180 Organisation du Vietnamthoibao. (2020). La version anglaise seulement apparaît immédiatement après le texte vietnamien sur le site web. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://vietnamthoibao.org/hoi-dong-lien-ton-tuyen-bo-ve-tinh-hinh-viet-nam-va-the-gioi/>
- 181 Ibid.
- 182 Photos tirées des sites web vietnamiens suivants : <https://www.sbtn.tv/csvn-cho-rang-bo-ngoai-giao-my-khong-co-nhan-thuc-khach-quan-ve-tu-do-ton-giao-o-viet-nam/> et <https://www.sbtn.tv/nguoi-hmong-theo-dao-tin-lanh-tinh-nghe-an-khan-cap-keu-cuu/>
- 183 Capture d'écran tirée de la vidéo YouTube vietnamienne suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=Jgd4drhJwsQ>.
- 184 « Interfaith Council of Vietnam. » (2020). Rapport sur les violations de la liberté de religion au Vietnam présenté au Département d'État américain. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://hdltn.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>
- 185 Photo tirée du site Web suivant : « Radio Free Asia. » (2018). Les catholiques vietnamiens manifestent contre l'ingérence des autorités dans leur paroisse. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante: <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/parish-01032018143926.html>

- 186 «Interfaith Council of Vietnam. (2020). REPORTS ON RELIGIOUS FREEDOM VIOLATIONS IN VIETNAM – TO: US State Department.» Disponible à l'adresse suivante en anglais seulement:
<https://hdlvtv.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>
- 187 Ibid.
- 188 Photos tirées du site Web « Interfaith Council of Vietnam » (2020). Rapport sur les violations de la liberté de religion au Vietnam présenté au Département d'État américain. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://hdlvtv.org/reports-on-religious-freedom-violations-in-vietnam-to-us-state-department/>
- 189 [Untitled illustration of Vietnamese prisoners]. Retrieved from https://laborrights.org/sites/default/files/publications/VN_Forced_Labor_Centers_wr.pdf
- 190 Sénateur Thanh Hai Ngo. (2019). Situation des droits de la personne au Vietnam 2019-2020 : https://senatorngo.ca/wp-content/uploads/2019/10/Final_FR.pdf
- 191 Ibid.
- 192 Ibid.
- 193 « Radio Free Asia. (2021). Jailed Vietnamese Democracy Advocate Hospitalized as Hunger Strike Hits Day 50. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :
<https://www.rfa.org/english/news/vietnam/hospitalized-01142021190112.html>
- 194 « The 88 Project for Free Speech in Vietnam. (2020). Tran Huynh Duy Thuc. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :
<https://the88project.org/profile/44/tran-huynh-duy-thuc/>
- 195 Ibid.
- 196 Ibid.
- 197 Facebook. (2020). Page Facebook de Trần Huỳnh Duy Thức — lettre (traduit du vietnamien original en anglais ; veuillez consulter la traduction non officielle anglaise en annexe). Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:
<https://www.facebook.com/photo?fbid=2154905977905036&set=ms.c.eJwzMjQ1sTQwtTQ3tzQwNTA20zOCCphCBCyGauYGpoZGxhZGZkYAA7wKJg~-~-bps.a.2154905897905044>
- 198 Nations Unies. (2016). Résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 17 décembre 2015. Disponible à : <https://undocs.org/fr/A/RES/70/175>
- 199 Facebook. (2020). Page Facebook de Trần Huỳnh Duy Thức — lettre (traduit du vietnamien original en anglais ; veuillez consulter la traduction non officielle anglaise en annexe). Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:
<https://www.facebook.com/photo?fbid=2154905977905036&set=ms.c.eJwzMjQ1sTQwtTQ3tzQwNTA20zOCCphCBCyGauYGpoZGxhZGZkYAA7wKJg~-~-bps.a.2154905897905044>
- 200 Photo et description tirées du site Web suivant — Trang Chính Thức. Trần Huỳnh Duy Thức. Disponible à : <https://tranhuynhduythuofficial.wordpress.com/english/profile-2/>
- 201 Nations Unies, Droits de l'homme, Organes de traités. (2020). Base de données relative aux organes conventionnels de l'ONU. Disponible à :
<https://tbinternet.ohchr.org/SitePages/HomeFr.aspx?lang=fr>
- 202 Ibid.
- 203 « The 88 Project for Free Speech in Vietnam. (2020). Tran Huynh Duy Thuc. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :
<https://the88project.org/profile/44/tran-huynh-duy-thuc/>
- 204 Photo tirée du site Web suivant. « Radio Free Asia. (2019). Jailed Vietnamese Activist Wins Short Stays Outside His Cell Following Hunger Strike. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/strike-07082019154050.html>
- 205 Photo tirée du site Web vietnamien suivant : <https://hung-viet.org/a22861/le-van-son-tuyet-thuc-cung-tran-huynh-duy-thuc>.
- 206 Photo tirée du site Web suivant : « Amnesty International (2017). Open letter on Prisoner of Conscience Trần Huỳnh Duy Thức. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante:
<https://vietnamvoice.org/en/2017/05/thu-ngo-an-xa-quoc-te-keu-goi-tha-tran-huynh-duy-thuc/>

- 207 Amnesty International (2020). Viêt-Nam. Arrestations et censure des réseaux sociaux font suite aux affrontements meurtriers concernant un conflit foncier. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/01/viet-nam-arrests-social-media-crackdown-deadly-clashes-land/>
- ET
- « Thevietnamese.org. (2020). Long-simmering Land Dispute in Hanoi Suburb Explodes in Violence, Killing 4. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.thevietnamese.org/2020/01/long-simmering-land-dispute/>
- 208 « BBC.com. (2020). Dong Tam village: Anger in Vietnam over deadly 'land grab' raid. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-asia-51105808>
- 209 Courrier International (2020). Conflit foncier. Au Vietnam, la peine de mort prononcée contre deux villageois. Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.courrierinternational.com/article/conflit-foncier-au-vietnam-la-peine-de-mort-prononcee-contre-deux-villageois>
- 210 « Radio Free Asia. (2020). Two Get Death as Dong Tam Violent Land Dispute Trial Ends in Vietnam. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/trial-09142020170954.html>
- 211 Photo tirée du site Web suivant : page Facebook de Trinh Ba Tu. Global Voices (2020). « What happened during the deadly land dispute clash in Dong Tam, Vietnam? » Disponible en anglais seulement : <https://globalvoices.org/2020/02/06/what-happened-during-the-deadly-land-dispute-clash-in-dong-tam-vietnam/>
- 212 Photo tirée du site Web suivant : « BBC.com. (2020). Dong Tam village: Anger in Vietnam over deadly 'land grab' raid. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.bbc.com/news/world-asia-51105808>
- 213 Photo tirée du site Web suivant : « Radio Free Asia. (2020). Vietnam Indicts 25 Dong Tam Protesters on Murder-Related Charges. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.rfa.org/english/news/vietnam/dong-tam-06262020151817.html>
- 214 Photo tirée du site Web suivant : « Reuters (2020). Dong Tam case: Vietnam sentences brothers to death over bloody land clash. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.reuters.com/article/us-vietnam-security-trial-idUSKBN2651WN>
- 215 Amnesty International (2020). Viêt-Nam. Une éminente défenseure des droits humains a été arrêtée et risque fortement d'être torturée. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/viet-nam-human-rights-champion-arrested-at-grave-risk-of-torture/>
- ET
- « International Publishers Association (2020). Vietnam's Liberal Publishing House awarded 2020 Prix Voltaire. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.internationalpublishers.org/news/985-vietnam-s-liberal-publishing-house-awarded-2020-prix-voltaire>
- 216 « Front Line Defenders (2020). WOMAN HUMAN RIGHTS DEFENDER PHAM DOAN TRANG ARRESTED, CHARGED AND HELD IN UNDISCLOSED LOCATION. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/woman-human-rights-defender-pham-doan-trang-arrested-charged-and-held-undisclosed-location>
- 217 Ibid.
- 218 « VOA. (2020). Rights Groups Deplore Arrest of Vietnam Writer and Activist Pham Doan Trang. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.voanews.com/press-freedom/rights-groups-deplore-arrest-vietnam-writer-and-activist-pham-doan-trang>
- 219 « Safeguard Defenders (2020). New report on Vietnam's deadly Dong Tam incident. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://safeguarddefenders.com/en/blog/new-report-vietnam-s-deadly-dong-tam-incident>
- 220 Pham Doan Trang et Will Nguyen (2020). « Dong Tam Report, 3rd Edition. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://safeguarddefenders.com/sites/default/files/Dong%20Tam%20report.pdf>

- 221 « Front Line Defenders (2020). WOMAN HUMAN RIGHTS DEFENDER PHAM DOAN TRANG ARRESTED, CHARGED AND HELD IN UNDISCLOSED LOCATION. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/woman-human-rights-defender-pham-doan-trang-arrested-charged-and-held-undisclosed-location>
- 222 Ibid.
- 223 « Front Line Defenders (2020). WOMAN HUMAN RIGHTS DEFENDER PHAM DOAN TRANG ARRESTED, CHARGED AND HELD IN UNDISCLOSED LOCATION. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante: <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/woman-human-rights-defender-pham-doan-trang-arrested-charged-and-held-undisclosed-location>
- 224 « U.S. Navy Seabee Museum, Naval History and Heritage Command, The Seabees and Operation Passage to Freedom, Vietnam, 1954. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante. <https://seabeemagazine.navylive.dodlive.mil/2013/02/14/the-seabees-and-operation-passage-to-freedom-vietnam-1954/>
- 225 « History net. Vietnam Book Review: Operation Passage to Freedom. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.historynet.com/vietnam-book-review-operation-passage-freedom.htm>
- 226 « Anchor – A North Carolina History Online Resource. (2018). Operation Passage to Freedom, 1954. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.ncpedia.org/media/anticommunist-refugees>
- 227 Photo tirée du site Web suivant : « Anchor – A North Carolina History Online Resource. (2018). Operation Passage to Freedom, 1954. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.ncpedia.org/media/anticommunist-refugees>
- 228 Sénateur Thanh Hai Ngo. (2020). Histoire des réfugiés de la mer. Disponible à l'adresse suivante : <https://senatorngo.ca/fr/histoire-du-boat-people/>
- 229 Ibid.
- 230 Ibid.
- 231 Photo tirée du site Web suivant : « Wikipedia Commons. (2020). File:35 Vietnamese boat people 2.JPG. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:35_Vietnamese_boat_people_2.JPG
- 232 Photo tirée du site Web suivant : « Wikipedia. (2020). File:Saigon-hubert-van-es.jpg. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://en.wikipedia.org/wiki/File:Saigon-hubert-van-es.jpg>
- 233 Journal de Montréal (2019). Camion charnier en Grande-Bretagne : les 39 victimes sont vietnamiennes. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.journaldemontreal.com/2019/11/07/camion-charnier-en-grande-bretagne-les-39-victimes-sont-vietnamiennes>
- ET
- « The Washington Post (2019). « What we know about the tragic case of 39 people found dead in a truck in England ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.washingtonpost.com/world/2019/10/26/what-we-know-about-tragic-case-people-found-dead-truck-england/>
- 234 « Essex Police. (2020). Investigation launched after 39 people found dead in lorry trailer. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante : <https://www.essex.police.uk/news/essex/news/brought-to-justice/2020/december/men-jailed-for-92-years/remembering-the-victims/>
- 235 Radio-Canada (2020). Camion charnier au Royaume-Uni : deux accusés coupables d'homicide involontaire. Disponible à l'adresse suivante : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1758695/camion-charnier-royaume-accuses-homicide-involontaire>
- 236 Ibid.
- 237 LeMonde (2021). Affaire du camion charnier : quatre responsables condamnés en Grande-Bretagne. Disponible à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/22/affaire-du-camion-charnier-quatre-responsables-condamnes-en-grande-bretagne_6067267_3210.html

238 Photo tirée du site Web suivant : « Essex Police (2020). 92 years for men involved in death of 39 Vietnamese nationals.» Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.essex.police.uk/news/essex/news/brought-to-justice/2020/december/men-jailed-for-92-years/>

ET

<https://www.essex.police.uk/news/essex/news/brought-to-justice/2020/december/men-jailed-for-92-years/remembering-the-victims/>

239 Photo tirée du site Web suivant : Daily Mail UK (2019). « Bodies of migrants who died in Essex lorry container are returned to Vietnam where grieving relatives say they are 'devastated but happy' they are back home ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-7730229/Bodies-migrants-died-Essex-lorry-container-returned-Vietnam.html>

240 Ibid.

241 Ibid.

242 Ibid.

243 Ibid.

244 Photo tirée du site Web suivant : « Daily Mail UK (2019). Bodies of migrants who died in Essex lorry container are returned to Vietnam where grieving relatives say they are 'devastated but happy' they are back home. » Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-7730229/Bodies-migrants-died-Essex-lorry-container-returned-Vietnam.html>

245 « CBC News. (2006). « Won't 'sell out' on rights despite China snub: PM ». Disponible en anglais seulement à l'adresse suivante :

<https://www.cbc.ca/news/world/won-t-sell-out-on-rights-despite-china-snub-pm-1.570708>

246 « EN: Vietnam's Penal Code (No. 15/1999/QH10).» Disponible à l'adresse suivante en anglais seulement : <https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/vn/vn017en.pdf>

247 «Vietnam's Criminal Code (No. 100/2015/QH13):» Disponible à l'adresse suivante en anglais seulement :

[https://www.policinglaw.info/assets/downloads/2015_Criminal_Code_of_Vietnam_\(English_translation\).pdf](https://www.policinglaw.info/assets/downloads/2015_Criminal_Code_of_Vietnam_(English_translation).pdf)

248 Veuillez noter que les articles du Code criminel sont copiés tels quels de la version anglaise disponible sur Internet; il semble qu'il y ait des erreurs et typos dans certains articles.

249 Veuillez noter que les articles du Code criminel sont copiés tels quels de la version anglaise disponible sur Internet; il semble qu'il y ait des erreurs et typos dans certains articles.

